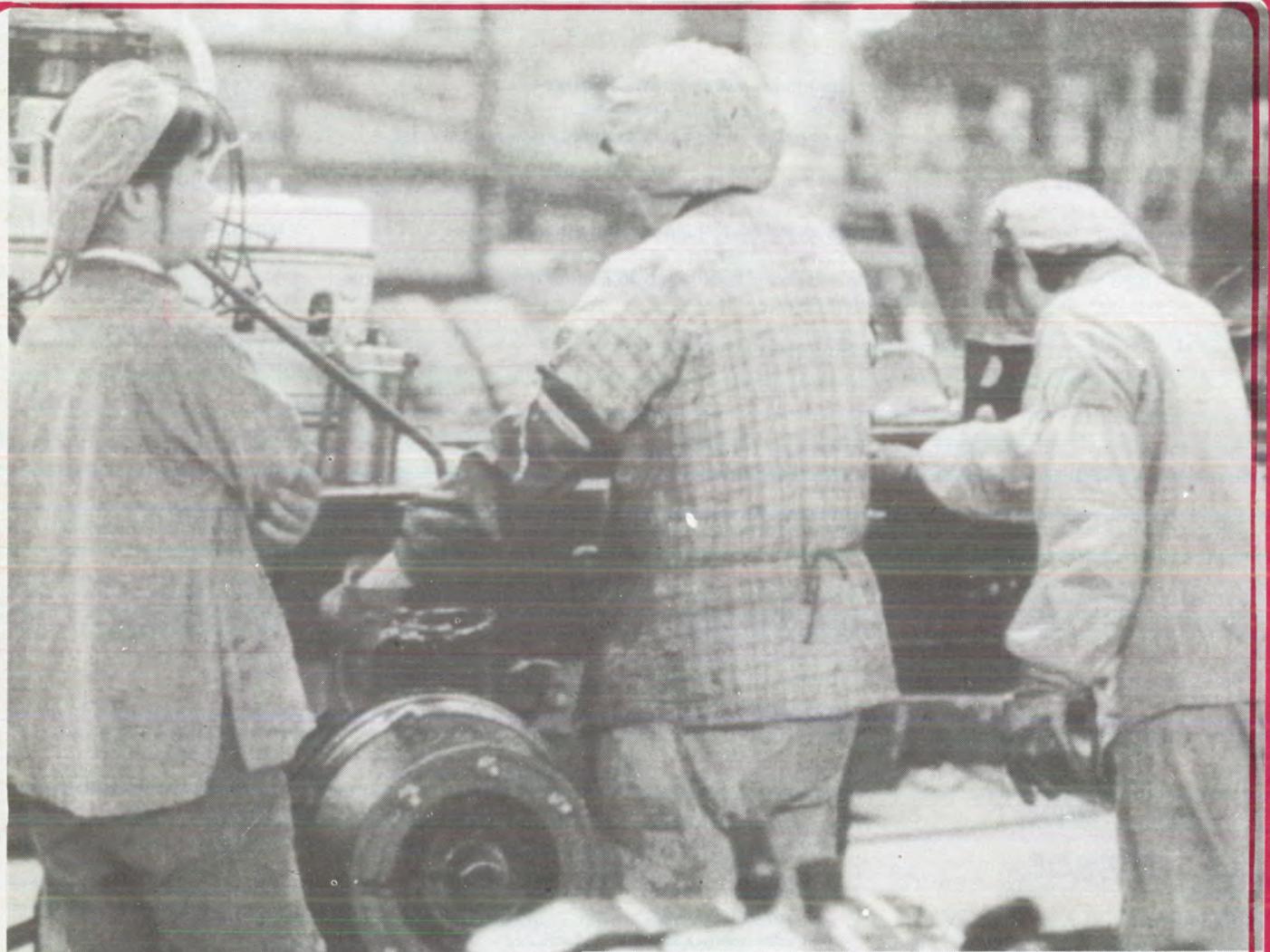


INPRECOR

Numéro 234 du 19 janvier 1987 - 12FF - 85FB - 4FS



DOSSIER CHINE

Des réformes économiques
au mouvement pour la démocratie

BRESIL

D'austères lendemains électoraux

Sommaire du numéro 234 du 19 janvier 1987

3	BRESIL	Au lendemain des élections, l'austérité	Joao MACHADO
7	VIETNAM	Le 6e congrès du PCV, un congrès de temps de crise	Pierre ROUSSET
11	CHINE	La NEP chinoise et ses contradictions	Ernest MANDEL
15	—	Une critique du 7e plan quinquennal	ZHANG KAI
19	—	Solidarité avec le combat du peuple chinois en lutte pour la démocratie	DOCUMENT
21	ETAT ESPAGNOL	Le labyrinthe basque	José I. BIKILA

Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.
Les articles non signés expriment les positions du Secrétariat unifié de la IV^e Internationale.

ABONNEMENT 25 NUMÉROS PAR AN

Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de « PEC », à adresser à *Inprecor*, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.

Virements bancaires à « PEC », BNP, agence Robespierre, 153, rue de Paris, 93108 Montreuil, France, compte numéro 230179/90.

Virements postaux à « PEC », compte chèque postal numéro 2.322.42 T Paris.

Inprecor, abonnement un an, 25 numéros, pour tous pays, 250 FF.

Par avion : Europe, Moyen-Orient, Afrique du Nord : 280 FF. Afrique et Amériques : 330 FF. Asie : 360 FF.

Pli fermé : France : 375 FF. Tous les autres pays (par voie de surface) : 400 FF. Pli fermé par avion : écrire à *Inprecor*.

POUR TOUT ABONNEMENT, REMPLIR CETTE FORMULE EN LETTRES MAJUSCULES

Nom — Prénom |-----|

Numéro et Rue |-----|

Commune |-----|

Code Postal |-----| Pays |-----|

Réabonnement

Abonnement

Au lendemain des élections, l'austérité

LES élections du 15 novembre dernier au Brésil ont été une victoire pour le gouvernement et, notamment, pour le Parti du mouvement démocratique brésilien (PMDB), principal parti au pouvoir (voir résultats des élections tableau 1).

Le PMDB a obtenu environ 260 sièges sur les 487 que compte la Chambre des députés et 40 sièges sur 49 au Sénat. Il occupe désormais 22 des 23 postes de gouverneurs et la grande majorité des députés aux parlements des différents Etats.

Le deuxième parti politique du pays est le Parti du front libéral (PFL) qui est également partie prenante de la coalition au pouvoir, l'Alliance démocratique. Les seuls partis d'opposition au gouvernement, le Parti démocratique travailliste (PDT) et le Parti des travailleurs (PT) obtiennent ensemble 45 députés et un représentant au Sénat mais pas un seul poste de gouverneur, le PDT ayant perdu le gouvernement de l'Etat de Rio de Janeiro qu'occupait son principal dirigeant Leonel Brizola.

Le gouvernement a immédiatement interprété ces résultats comme une approbation de son programme économique, le plan Cruzado et comme un vote de confiance pour le président de la République, Sarney, bien que ce dernier ait été jusqu'en 1984 le président du parti de la dictature, le Parti démocratique social (PDS), et qu'il s'était affilié au PMDB afin de pouvoir devenir le vice-président de Tancredo Neves (1).

Conforté par ces résultats, le gouvernement a entrepris

des mesures dites de correction au plan Cruzado, sous le nom de Cruzado II, qui furent annoncées le 21 novembre, moins d'une semaine après les élections.

La réaction populaire a été immédiate et surprenante. De violentes manifestations se sont déroulées dans tout le pays. Brasilia, la capitale, d'ordinaire si tranquille, a connu le 27 novembre la manifestation la plus importante de son histoire. Des milliers de personnes sont descendues dans la rue pour protester contre les nouvelles mesures économiques, en criant « le peuple n'oublie pas, Sarney est PDS », faisant allusion au passé politique du président sous la dictature.

Une enquête réalisée par la presse de Sao Paulo indiquait que 84 % des Brésiliens se sentaient touchés par ces mesures et qu'une large partie de ceux qui avaient voté pour le PMDB ne le feraient plus : parmi ces derniers, 72 % seulement confirmeraient leur vote en faveur du PMDB émis une semaine auparavant.

La confiance accordée à Sarney a très vite disparu. Beaucoup de personnalités du PMDB même, dont des gouverneurs nouvellement élus, ont également critiqué les mesures économiques et le PFL a fait savoir officiellement qu'il n'avait pas été consulté.

Cet ensemble d'événements contradictoires, ces changements brusques de l'état d'esprit des gens prouvent que les choses sont plus compliquées que ne le pensait Sarney et méritent une analyse plus détaillée.

Joao MACHADO

Tout d'abord, il ne fait guère de doute que la principale raison de la victoire électorale du Parti du mouvement démocratique brésilien (PMDB) et du gouvernement en général lors de ces élections, c'est l'approbation par la majorité de la population du plan Cruzado promulgué le 28 février 1986. Les gens ont surtout vu dans ce plan le gel des prix et donc, la fin de l'inflation. Les mesures de blocage des salaires qu'il contenait n'ont pas été perçues avec la même importance, même si elles signifiaient une « amnistie » de la politique salariale de la dictature puisque les augmentations de salaires à titre de compensation des pertes antérieures, étaient expressément interdites après le 28 février. De fait, le contenu du plan au niveau salarial, a été occulté par la croissance exceptionnelle de l'économie (2), qui a conduit les entreprises à donner des augmentations salariales supérieures à ce qui était prévu par le plan, et par quelques mesures du gouvernement lui-même, une légère augmentation des salaires et l'échelle mobile pour une inflation qui a été de 20 %.

Cela n'a pas empêché le mouvement syndical de lutter sur la question des salaires. Les grèves ont été plus nombreuses en 1986 qu'en 1985. Mais elles ont été plus localisées, plus dispersées et en conséquence, elles ont eu un impact social

moins que l'année précédente. De plus, le gouvernement et le patronat ont adopté une stratégie plus différenciée consistant à céder sur les grèves locales, peu couvertes par la grande presse, et à réprimer très durement les grèves plus larges,

plus importantes. Si l'on compare même avec la dernière période de la dictature, la répression des grèves a été beaucoup plus dure. Tout cela donnait une image de force du gouvernement et d'absence d'alternative.

Tableau 1

Résultats des élections du 15 novembre à la Chambre des députés (Parlement fédéral)

Partis	Nombre d'élus
Partis de droite :	
PFL (Parti du front libéral)	115
PDS (Parti démocratique social)	34
PTB (Parti travailliste brésilien)	17
PL (Parti libéral)	7
PDC (Parti démocratique chrétien)	3
PSC (Parti social chrétien)	1
Parti de centre-droit :	
PMDB (Parti du mouvement démocratique brésilien)	258
Partis de gauche :	
PDT (Parti démocratique des travailleurs)	34
PT (Parti des travailleurs)	17
PC do B (Parti communiste du Brésil)	3
PCB (Parti communiste brésilien)	3
PSB (Parti socialiste brésilien)	1

(Ces chiffres ne sont pas définitifs).

LE DÉVELOPPEMENT DE LA CAMPAGNE ÉLECTORALE

Au cours du dernier semestre 1986, les choses ont commencé à changer : certains produits de consommation de première nécessité comme la viande ou le lait se sont mis à manquer, la bourgeoisie et les commerçants arguaient d'une croissance trop rapide de la demande et de l'augmentation des coûts. A l'inflation officielle, un peu en dessous de 2 % par mois, s'est ajouté l'agiotage généralisé et d'immenses files d'acheteurs se formaient dès qu'apparaissaient dans les commerces le lait ou la viande.

1. Le 15 janvier 1985, Tancredo Neves, candidat du PMDB, avait été élu à la présidence de la République au suffrage indirect, grâce au vote de la majorité d'un collège électoral mis en place par la dictature. Décédé peu après son investiture, il fut remplacé à la tête du gouvernement par José Sarney. Sur la « transition démocratique » au Brésil et l'élection de Tancredo Neves, se reporter à *Inprecor* numéros 181 du 8 octobre 1984 et 191 du 4 mars 1985.

2. Sur le premier plan Cruzado, voir *Inprecor* numéro 219 du 12 mai 1986.

Pour beaucoup, experts économiques ou syndicalistes, il devenait patent que le plan Cruzado ne marchait plus et que le gouvernement préparait des mesures d'austérité, ce qu'il devait faire fin novembre. Tout en reportant au lendemain des élections ces décisions, bien évidemment impopulaires, le gouvernement s'est ingénié à trouver des coupables à la pénurie qui sévissait. Il a choisi comme bouc émissaire les éleveurs de bétail, accusés de cacher le « boeuf gras ». Après des négociations qui n'ont abouti à rien, il a annoncé que les confiscations de bétail allaient commencer, chargeant la police fédérale de mener cette tâche à bien. Cette police, entraînée pendant toute la dictature à chasser les communistes et autres « subversifs » n'était pas vraiment à l'aise dans sa nouvelle fonction consistant à traquer les grands propriétaires. En supposant même que le gouvernement aurait véritablement voulu s'attaquer aux gros éleveurs, il est douteux que cette police, vu son passé, aurait été à même de le faire. Quoi qu'il en soit, cette comédie a donné de très médiocres résultats en terme d'approvisionnement des étals en viande, mais s'est révélée très bonne pour les programmes de télévision. L'un des candidats du PMDB au poste de gouverneur pour l'Etat de Sao Paulo, Quercia, qui avait un taux d'intentions de vote très faible jusqu'au mois d'octobre, est monté en flèche après s'être fait à la télévision, le champion de la chasse au « boeuf gras ».

De même, le gouvernement a beaucoup fait état des bénéfices produits par la croissance de la demande, en les exagérant, et en disant qu'ils étaient le résultat du plan Cruzado.

Une grande partie de la population avait donc toutes les raisons de croire, jusqu'aux élections que le plan Cruzado pouvait réellement en finir avec l'inflation et que tous les problèmes étaient dus à l'action des spéculateurs en tous genres. Sur les problèmes de fond de l'économie brésilienne, la dette extérieure ou la dette publique intérieure, les gens ont fait confiance au gouvernement qui affirmait qu'ils étaient maîtrisés. Le gouvernement a été jusqu'à cacher les résultats catastrophiques de la balance commerciale au mois d'octobre, pour ne les révéler qu'après les élections.

Il y a d'autres raisons à la victoire électorale du PMDB. Tout d'abord, et c'est le plus simple, le PMDB était déjà le parti majoritaire dans le pays après s'être gonflé d'un nombre important de politiciens qui appartenaient au Parti démocratique social (PDS). Ainsi, la moitié des candidats pour le PMDB aux postes de gouverneurs, avaient été membres du PDS. De tous les partis, le PMDB possédait incontestablement le plus fort appareil, suivi sur ce point par le Parti du front libéral (PFL) qui a également reçu une grande partie de l'ancien personnel politique de la dictature. Pour renforcer encore, ces « avantages acquis », le PMDB et le PFL ont approuvé au Congrès une loi électorale beaucoup moins démocratique

que celle de 1982, lors des dernières élections générales de la dictature, le temps de campagne gratuit à la télévision et à la radio a été réparti en fonction de la représentation parlementaire existante. Par exemple, à Sao Paulo, là où le Parti des travailleurs (PT) avait son temps d'antenne le plus important, il avait, à l'heure de grande écoute, le soir, 2 minutes et 55 secondes contre 20 minutes pour le PMDB dans un programme télévisé électoral d'une heure.

A cela s'ajoute évidemment, comme dans toute élection bourgeoise, la question de l'argent. Le PMDB, le PFL, le PDS et le PTB ont investi dans la propagande électorale des sommes considérables, sans rapport, avec celles du PT ou même du PDT.

Toutefois, il faut relativiser la portée de la victoire électorale du PMDB. Ces élections ont marqué une forte progression des votes nuls et blancs : 10 % pour les élections de gouverneurs, plus de 30 % pour les députés. Ces chiffres peuvent être attribués, dans le cas des élections au parlement à la méconnaissance des candidats. En effet, ces élections ont été complètement polarisées par les candidats aux sièges de gouverneurs, si bien que les candidats à la députation n'ont même pas eu

le temps d'apparaître à la télévision ! Mais il faut aussi l'interpréter comme un discrédit en général des candidats. Le PMDB est devenu majoritaire à la chambre sans avoir la majorité des voix. Dernier élément, ces élections ont également été marquées par une nette progression du Parti des travailleurs. Il faut signaler que « Lula » a été le candidat qui a obtenu sur son nom le plus de suffrages dans le pays, avec 651 763 voix contre 590 873 voix au deuxième placé, le président du PMDB et de la Chambre des députés Ulysses Guimarães.

UNE RUDE LEÇON POUR LA GAUCHE PRO-GOUVERNEMENTALE

Si l'appui au gouvernement a été payant pour le PMDB et, dans une certaine mesure pour le PFL, la situation est bien différente pour les partis de gauche qui appuyaient le gouvernement et qui, en général, appuyaient également les candidats du PMDB aux postes de gouverneurs, et pour les secteurs dits de gauche, du PMDB lui-même.

Pour le Parti communiste brésilien (PCB, pro-soviétique) et le Parti communiste du Brésil (PC do Brasil, pro-albanais), les élections ont été une catastrophe qu'il n'est pas très difficile à expliquer.

Jusqu'en 1982, ces partis étaient dans le PMDB. Ils critiquaient alors très durement ceux qui, comme le PT, avaient une politique indépendante, les accusant de division. Ils présentaient le PMDB comme étant le garant de la « transition démocratique ». Ils ont appuyé le Président Sarney, le plan Cruzado, les candidats gouverneurs du PMDB. Il est clair qu'aujourd'hui au Brésil, l'organisation qui apparaît comme un parti de lutte, socialiste, de gauche donc, c'est le PT qui a une base sociale plus large que ces deux partis. (Voir les résultats électoraux du PT en encart et dans le tableau 2).

Là où le PCB et le PC do B avaient leurs propres listes, là où ils n'avaient pas de coalition électorale avec le PMDB, qui d'ailleurs ne les a pas toujours acceptés, là où ils n'avaient pas de candidats à l'intérieur même du PMDB, aucun des candidats de ces deux partis n'a été élu.

Par exemple, à Sao Paulo, où chacun avait auparavant un député à la Chambre, le PCB a obtenu 121 231 voix à l'élection des députés fédéraux (0,78 %) et 117 467 voix (0,76 %) à celle des députés de l'Etat, le PC do B obtenait lui, respectivement 91 189 voix (0,59 %) et 84 645 voix (0,55 %). Il fallait, dans le cas de Sao Paulo, 238 226 voix pour élire un député fédéral et 170 177 pour élire un député de l'Etat.

Par contre, il est vrai que dans quelques Etats où le PCB et le PC do B avaient pu faire des coalitions avec le PMDB, ils ont pu faire élire chacun deux députés fédéraux. Le PC do B a eu un élu supplémentaire dans un Etat où il était affilié au PMDB. Il est probable que cette situation s'est également produite pour le PCB.

Ces résultats ont provoqué un début

Tableau 2

Elus du PT à la Chambre des députés, par région et par Etat (entre parenthèses, le nombre d'élus de 1982)	
Sud-Est :	
Sao Paulo	8 (6)
Minas Gerais	3 (1)
Rio de Janeiro	2 (1)
Espirito Santo	1 (0)
Sud :	
Rio Grande do Sul	2 (0)
Nord :	
Para	1 (0)
Elus du PT aux Assemblées d'Etat, par région et par Etat (entre parenthèses, le nombre d'élus de 1982)	
Sud-Est :	
Sao Paulo	10 (9)
Minas Gerais	5 (1)
Rio de Janeiro	4 (2)
Espirito Santo	3 (0)
Nordeste :	
Ceara	2 (0)
Sergipe	2 (0)
Bahia	1 (0)
Sud :	
Rio Grande do Sul	4 (0)
Parana	1 (0)
Santa Catarina	1 (0)
Nord :	
Para	2 (0)
Rondonia	2 (0)
Centre-Ouest :	
Goias	2 (0)

Les résultats électoraux des différents courants du PT

Des différents courants qui existent au sein du PT, ceux qui formaient la majorité du parti lors de son congrès des 30, 31 mai et 1er juin derniers ont obtenus les meilleurs résultats.

Rappelons que lors de ce congrès une majorité de 70 % s'était dégagée sur l'élection de la direction, majorité formée de militants liés à l'Eglise catholique, d'un courant dirigé par des marxistes se référant tout particulièrement à Cuba et au Nicaragua et de syndicalistes liés à Ignicio Da Silva, dit Lula. (cf. *Inprecor* numéro 223 du 7 juillet 1986).

On peut dire que, dans ces élections, cette sensibilité a remporté près de 80 % des élus, mais le profil politique de ces élus est très différent selon les endroits et selon les cas.

Le courant qui a eu les meilleurs résultats est celui lié à l'Eglise catholique avec près de la moitié des élus, il se renforce donc. Mais il serait plus juste de parler des courants liés à l'Eglise parce qu'ils y a entre eux des positions très différentes. Certains sont très modérés, d'autres plus proches idéologiquement de la social-démocratie et d'autres encore beaucoup plus radicaux s'inspirant de la révolution nicaraguayenne.

Ensuite, le courant des syndicalistes proches de Lula a eu de bons résultats, à commencer par Lula lui-même. Les cadres marxistes se réclamant du castrisme, qui faisaient partie de la majorité du congrès, ont eu également des élus.

Par contre, dans cette majorité, le courant représenté par l'ancien secrétaire général Francisco Weffort, composé surtout par des intellectuels (Weffort lui-même étant un des plus importants sociologues brésiliens), a connu un échec cuisant. Il n'a pas un seul élu. Weffort, qui était candidat, a démissionné de ses fonctions de secrétaire général aussitôt connu le résultat des élections. Ce courant est celui qui avait les positions les plus modérées dans le PT.

Les courants de la minorité, qui avaient obtenu 30 % lors du congrès, ont fait un score plus faible que celui de la majorité, mais tout a fait honorable.

Quant aux marxistes-révolutionnaires du courant Démocratie socialiste qui était dans la minorité du congrès, ils ont eu un élu, Raul Pont, député dans l'Etat de Rio Grande do Sul, et ils ont également participé à la campagne d'autres candidats, aux positions politiques proches, qui ont été élus. ■

de polémique à l'intérieur du PCB. L'actuel député de Sao Paulo, Goldman, constatant sa non-réélection, déclarait pour sa part que la « législation du PCB a été irresponsable ».

Le Parti socialiste brésilien (PSB), l'autre parti de gauche qui appuie le gouvernement, a également obtenu de très mauvais résultats. Dans la pratique, cette organisation n'existe guère, c'est plutôt un ensemble de personnalités de tendance sociale-démocrate, très proches du PMDB. Le PSB n'a eu aucun élu là où il avait une liste propre, il a obtenu deux élus, dont un sénateur, dans une coalition avec le PMDB.

Généralement, ceux qui se réclamaient de la gauche au sein du PMDB ont eu de très mauvais résultats. Il n'est pas encore possible d'évaluer l'ensemble des élus de ce parti mais ce que l'on peut dire, d'ores et déjà, c'est que presque tous les députés connus comme « la gauche du PMDB » n'ont pas été réélus, y compris tous ceux qui ont quitté le PT en 1985 pour rejoindre ce parti. Presque tous les gouverneurs sont conservateurs, au mieux, populistes, à l'exception de Miguel Arraes et Waldir Pires, respectivement gouverneurs des Etats de Pernambuco et de Bahia. Tous deux furent privés de leurs droits politiques par la dictature de 1964, Arraes longtemps exilé, mais tous deux ont fait alliance, dans ces élections, avec les personnalités les plus réactionnaires qui soient.

Cette marginalisation de la gauche du PMDB est logique. Elle est la marque de

la consolidation du caractère clientéliste d'un parti vivant essentiellement des prébendes de l'Etat et qui héberge aujourd'hui un grand nombre des anciens serviteurs de la dictature.

Au Brésil, les seules organisations de gauche qui aient quelque influence nationale, sont le PT et le PDT.

LES CONTRADICTIONS DU PDT

Le Parti démocratique des travailleurs (PDT), affaibli par la perte du gouvernement de Rio de Janeiro dispose encore de 27 élus au niveau fédéral. Les désillusions provoquées par le plan Cruzado II vont sans doute contribuer à le renforcer. Enfin, le PDT a Brizola ou, il serait plus juste de dire, le PDT est Brizola, l'un des dirigeants politiques les plus charismatiques du pays avec Lula. Le PDT doit être considéré comme un parti bourgeois bien qu'il soit lié à la social-démocratie de la IIe Internationale. Le PDT jouit également d'une petite influence syndicale et appuie la Centrale unique des travailleurs (CUT). Mais ses liens avec des secteurs de la bourgeoisie sont beaucoup plus forts. Il a recruté pas mal de politiciens de la dictature tels le Président du PDT à Sao Paulo, Ademar de Barros Filho. Dans l'une de ses circonscriptions les plus importantes après celle de Rio de Janeiro, Rio Grande do Sul, le PDT a fait une coalition avec le PDS. Cette alliance s'est d'ailleurs soldée pour lui par un échec total. Avec une telle politique il a perdu beaucoup plus de voix qu'il n'en a gagnées d'autant plus qu'à

Rio Grande do Sul, le PDT est dominé par les grands propriétaires fonciers.

Il est possible que le PDT tire les leçons de ces résultats électoraux et prenne une nouvelle orientation qui mette en avant ses caractéristiques de gauche.

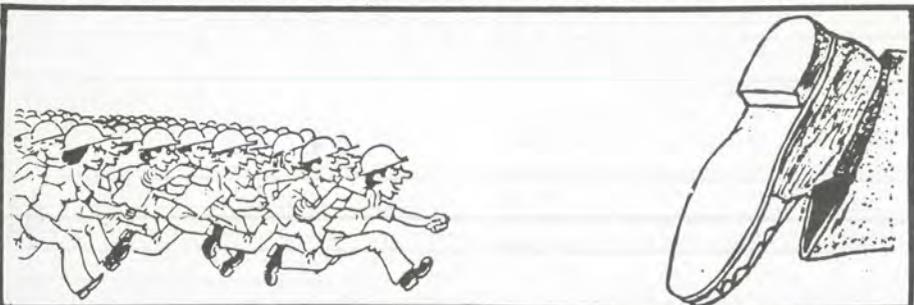
LES RÉSULTATS DU PT

Dans ces élections, le Parti des travailleurs (PT) a obtenu d'assez bons résultats, quoique inférieurs à ses possibilités réelles et à son poids social dans le pays. Nationalement, le PT a obtenu environ 6,5 % des voix (3), tandis qu'en 1982, il avait fait un plus de 3 % (4). Lors des élections municipales de 1985, le PT eu une moyenne nationale légèrement supérieure à 10 %, mais ces élections se déroulaient pour l'essentiel dans les capitales des Etats, ce qui rend difficile la comparaison.

L'élément le plus significatif, c'est que le PT a connu une nette croissance hors de Sao Paulo. En 1982, cet Etat rassemblait à lui seul 71 % des voix du parti dans l'ensemble du pays et, la moyenne nationale de 3 % recouvrait des disparités importantes : 10 % à Sao Paulo, 3 % à Rio de Janeiro, 2 % à Minas Gerais, Etats où le PT avait des élus mais moins de 1 % dans tous les autres Etats. En 1986, si le PT stagne à Sao Paulo, bien que grâce à l'augmentation des votes blancs et nuls, il y ait plus d'élus, sa force s'est accrue dans les autres Etats. En moyenne, hors de Sao Paulo, les voix du PT ont été multipliées par quatre ! Enfin, comme nous le soulignons, Lula a été le candidat sur lequel s'est porté le plus grand nombre de voix.

3. Ces pourcentages ne correspondent pas au pourcentage des élus car la loi électorale avantage les partis les plus puissants et les Etats les moins peuplés.

4. Sur la campagne électorale et les résultats du PT en 1982, se reporter aux numéros d'*Inprecor* numéros 126 du 17 mai 1982, 136 du 8 novembre 1982 et 139 du 20 décembre 1982.



D'autres aspects des résultats du PT sont tout aussi importants. Sa croissance à l'extérieur de Sao Paulo lui permet désormais d'être moins déséquilibré sur le plan national. Bien sûr, Sao Paulo demeure l'Etat où le PT obtient la majeure partie de ses voix ce qui est compréhensible. Cet Etat concentre près de la moitié de l'industrie du Brésil et également environ la moitié du prolétariat industriel qui est la principale base sociale du parti mais, alors qu'en 1982 les voix de Sao Paulo représentaient 71 % des voix du PT dans tout le pays, en 1986, ce pourcentage est tombé à 45 % ce qui reflète la participation de cet Etat dans le prolétariat industriel, quoique encore supérieur de beaucoup à la place de Sao Paulo dans le pays, qui représente environ 25 % de la population totale du pays. Le PT est donc devenu un parti national et non plus un parti essentiellement de Sao Paulo qui récoltait en plus quelques voix dans les autres Etats du sud-est ou du sud du pays.

Ensuite, le PT s'est renforcé à l'intérieur même des Etats. Le PT est toujours plus puissant dans les capitales et dans les grandes villes industrielles mais, dans ces élections, il a également obtenu un bon score dans les petites municipalités, avec beaucoup de voix chez les travailleurs agricoles. Fait significatif, nombre de députés du PT sont des travailleurs agricoles originaires de l'intérieur des Etats.

Enfin, il convient de souligner qu'un pourcentage important des voix qu'a recueillies le PT s'est porté sur le seul sigle du parti, la loi électorale brésilienne prévoyant que l'on peut voter soit sur des candidats soit sur de simples sigles. Ce pourcentage a varié entre 30 % et 50 %, ce qui signifie que les candidats étaient personnellement peu connus et que le vote était un vote pour le parti lui-même.

LE PLAN CRUZADO II ET SES CONSÉQUENCES

Le plan Cruzado II a essentiellement consisté en des augmentations de prix, une politique de dévaluation presque quotidienne du cruzado par rapport au dollar, une limitation des mécanismes de l'échelle mobile des salaires et un changement de l'indice officiel des prix.

Les augmentations de prix, 60 % pour l'essence, 80 % pour les voitures, entre 45 et 120 % pour les cigarettes, 100 % pour les boissons, 25 % pour le sucre etc., ont toutes été accompagnées de hausse des impôts sur ces mêmes produits. Le gouvernement en a aussi profité pour augmenter les services publics, 35 % pour l'électricité et pour le téléphone, 80 % pour les tarifs postiers. Le changement dans le calcul officiel de l'indice des prix consistait justement à ne plus faire entrer en ligne de compte des produits comme l'essence, les boissons, les cigarettes qui venaient de faire un bon spectaculaire. Enfin, l'inflation n'est désormais calculée que pour les familles ayant un revenu équivalant à cinq fois le salaire minimum et non plus vingt fois comme c'était le cas auparavant.

L'explication fournie par le gouver-

nement pour justifier ces mesures était d'une extrême simplicité. Selon lui, avec l'application du premier plan Cruzado, la demande avait trop augmenté et il fallait donc la réduire ; pour atteindre cet objectif il avait augmenté des produits essentiellement consommés par la classe moyenne parce qu'il voulait justement maintenir la redistribution des revenus faite par le premier plan Cruzado. Les augmentations des impôts étaient destinées à diminuer le déficit budgétaire et la dette publique, le changement dans la politique des taux de change visant à récupérer l'excédent de la balance commerciale du premier semestre. Ces mesures — prétendait encore le gouvernement — s'inscrivaient dans la stricte continuité du plan Cruzado, le gel des prix était maintenu sauf ... pour les produits augmentés, afin de contenir l'inflation.

Mais cette fois, le peuple n'a pas été aussi naïf que le pensait le gouvernement. Tout le monde a compris que le gel des prix était terminé et que l'inflation revenait. Il est faux de dire que seules les couches moyennes sont touchées, les augmentations de prix touchent aussi les couches populaires et il faut un certain aplomb pour prétendre que l'augmentation du prix d'un produit comme l'essence n'a pas d'implications sur les autres prix. Tout le monde a également compris que le gouvernement mettait en œuvre de fait une politique de diminution des salaires avec la limitation des mécanismes d'échelle mobile et le changement du mode de calcul de l'inflation, pratique d'ailleurs courante sous la dictature.

Chacun a pu voir que les grands problèmes économiques du pays n'étaient pas ceux dont parlait le gouvernement. A côté de l'impossibilité de faire un véritable blocage des prix dans le cadre d'une économie de marché, le plan Cruzado ne s'est pas attaqué aux problèmes de fond comme ceux de l'énorme dette extérieure (5), le déficit budgétaire, la dette intérieure.

La dette extérieure du Brésil qui s'élève à plus de 100 milliards de dollars oblige le pays à payer chaque année plus de 10 milliards de dollars au titre du seul service de la dette. Il a été possible de déboursier cette somme ces dernières années parce que le pays a eu un excédent de sa balance commerciale important, mais pour ce faire le gouvernement a dû avoir recours à l'émission de monnaie aggravant ainsi le problème de l'inflation.

A la dette extérieure, s'est mêlée la question de la dette intérieure et celle du déficit budgétaire, sources permanentes de pressions inflationnistes parce qu'une grande partie de la dette intérieure est justement due à cette nécessité de payer l'imposante dette extérieure.

En outre, s'il est vrai qu'après le plan Cruzado, nous avons eu une augmentation de la demande, quoique très exagérée par le gouvernement, elle était liée en grande partie à la croissance de l'économie brésilienne depuis 1984 et à une diminution de l'épargne. Les taux d'intérêt étant devenus très bas, les couches moyen-

nes n'ont pas maintenu leur niveau d'épargne. La pénurie de produits de base a été expliquée à juste titre par le gouvernement par la spéculation, mais curieusement il a oublié de mentionner cette argumentation quand il a mis en place le plan Cruzado II. Enfin, il faut souligner que les augmentations de salaires obtenues après février 1986 n'ont même pas permis de récupérer le pouvoir d'achat de 1982.

Donc, le plan Cruzado II est de fait une reconnaissance par le gouvernement de la faillite du premier plan. Les seuls points qu'ils aient en commun, c'est le refus de s'attaquer au problème de la dette extérieure et aux autres questions-clés de l'économie. Le plan Cruzado II est un plan d'austérité classique avec augmentation des prix et des impôts pour diminuer la demande, baisse des salaires et d'autres mesures pour stimuler les exportations.

On comprend parfaitement la rage qui a saisi la population à l'annonce du plan, non seulement, à cause des mesures elles-mêmes mais surtout à cause du sentiment d'avoir été trompée dans la campagne électorale.

Nous entrons dans une période très complexe au Brésil. Les partis au gouvernement ont le contrôle complet du pays sur le plan institutionnel, du gouvernement fédéral et des Etats, avec la majorité absolue dans le Congrès national qui aura des pouvoirs constituant. Mais ce gouvernement a aussi perdu beaucoup de son prestige, et les luttes populaires et syndicales qui n'ont pas cessé depuis le début de la « Nouvelle République », s'annoncent aujourd'hui plus fortes.

Après la grande manifestation populaire de Brasilia, le 27 novembre, une journée nationale de grève a été appelée pour le 12 décembre. Cette mobilisation a été relativement réussie, puisque d'après le Service national d'information (SNI) ce sont près de 10 millions de travailleurs qui ont fait grève. La CUT, elle, avance le chiffre de 25 millions. Pour un pays comme le Brésil qui n'a pas de tradition de grève générale, à l'inverse par exemple de l'Argentine, et qui n'avait pas fait de grève générale nationale auparavant, c'est là un résultat non négligeable.

Mais si le mouvement social se développe, la répression également. Cette journée de grève a été durement réprimée avec, notamment, de nombreuses arrestations.

Nous allons donc vers des affrontements de classes très durs.

Sur le plan politique, le PT, parti qui exprime le mieux la combativité populaire, devrait se renforcer. Bien sûr, cela lui donnera de nouvelles responsabilités auxquelles il devra faire face. ■

Joao MACHADO
Paris, le 15 décembre 1986

5. Sur la question de l'endettement, se reporter à l'article général d'Ernest Mandel paru dans *Inprecor* numéro 217 du 14 avril 1986 et à l'interview d'un syndicaliste de la CUT parue dans *Inprecor* numéro 223 du 7 juillet 1986.

Le 6^e congrès du PCV, un congrès en temps de crise

LE 6^e congrès national du Parti communiste vietnamien (PCV) s'est réuni en séance officielle du 15 au 18 décembre 1986. Il n'a certainement pas mis fin aux luttes d'orientations en cours depuis maintenant près de 10 ans. Malgré la mort, en juillet dernier, de l'ancien secrétaire général Le Duan et le retrait de trois autres dirigeants historiques, il n'a pas permis un rajeunissement radical des organes de direction. Il laisse au 7^e congrès le soin d'adopter un nouveau programme d'ensemble sur les voies de la transition au socialisme. Il n'a adopté qu'un nombre restreint de mesures de réformes concrètes, concernant pour la plupart les objectifs économiques du plan quinquennal 1986-1990.

Pierre ROUSSET

Le 5^e congrès du Parti communiste vietnamien avait déjà été celui de l'autocritique (1). Quatre ans plus tard, Truong Chinh, nouveau secrétaire général du PCV depuis la mort de Le Duan, n'a pas mâché ses mots dans l'intervention politique qu'il a prononcée devant les 1 129 délégués. Il a très explicitement fait porter la responsabilité des échecs à l'ensemble des organismes dirigeants, au lieu de mettre essentiellement en cause les exécutants : « *Nous analysons franchement et admettons avec courage les défauts et les erreurs sérieuses et durables qui concernent des perspectives importantes, la politique, l'orientation stratégique et l'organisation du travail (...)* La responsabilité de ces défauts et erreurs revient en premier lieu au comité central du parti, au bureau politique, au secrétariat et au conseil des ministres. Le comité central du parti a l'intention de mener devant le congrès une sérieuse autocritique » (2).

La résolution politique adoptée par le 6^e congrès salue brièvement les « réalisations » de ces dernières années « qui prennent leur source dans la ligne du parti définie au 4^e (1976) et 5^e (1982) congrès » (3). Mais elle prend rapidement un ton autocritique : « *Nous réalisons clairement que la situation socio-économique actuelle de notre pays est marquée par des difficultés aiguës (...)* Dans l'ensemble, nous n'avons pas pu réaliser l'objectif général défini par le 5^e congrès, qui est de stabiliser pour l'essentiel la situation socio-économique et les conditions de vie du peuple.

« *Sans sous-estimer les difficultés objectives, le congrès fait ressortir sévèrement que la cause subjective de cette situation, ce sont les erreurs et les défauts dans la direction et la gestion exercée par le parti et l'Etat. (...)*

« *Les erreurs (commises) sont des erreurs graves en matière de grandes op-*

tions politiques, de direction stratégique et de mise en exécution ». On voit que la critique ne touche pas seulement à la mise en œuvre défectueuse d'orientations jugées par ailleurs correctes. Elle met aussi en cause un certain nombre de « *grandes options et de politiques, de direction stratégique* ».

LE DÉSASTRE DE SEPTEMBRE 1985

Ce n'est pas la première fois que la direction du PCV prononce une autocritique solennelle. Elle l'avait fait en 1956, après l'échec d'une réforme agraire trop autoritaire et radicale, et en 1982, après l'échec des orientations triomphalistes mises en œuvre à partir de 1975-1976. Mais l'autocritique présentée devant le 6^e congrès n'en est pas moins sans équivalent du fait même qu'elle répète et amplifie celle du congrès précédent, du fait aussi de la gravité de la crise que traverse le pays et de l'ampleur des problèmes de direction et d'orientation soulevés.

La crise est en effet grave et s'affirme dans tous les domaines. Un rédacteur de *Graffiti*, organe de l'Union des Jeunesses vietnamiennes de France, la résume en ces termes : « *Le Vietnam connaît aujourd'hui une véritable crise. Crise économique due à l'application bâclée de réformes, notamment celle de la monnaie, crise politique due à la coexistence au sein des organes dirigeants de lignes devenues aujourd'hui inconciliables, crise de confiance au sein d'une population qui attend désormais des changements réels et qui peu à peu perd confiance* » (4).

Si la crise est si grave, c'est que de premières tentatives de réforme, déjà tardives, ont échoué à cause, beaucoup le pensent, d'un blocage conscient exercé au sein des directions nationales. Dès 1978-1979, la faillite des orientations « dogmatiques et volontaristes » est patente : la production agricole est inférieure à celle de 1976 !

Des réformes sont officiellement in-

Néanmoins, le 6^e congrès promet de faire date dans l'histoire du communisme vietnamien. Prenant en compte la gravité de la situation dans le pays, il a été l'occasion d'une autocritique encore plus sévère qu'à l'occasion du précédent congrès de 1982. Il a pris des mesures de renouvellement des directions plus radicales que jamais dans le passé. Il marque une étape importante dans le conflit qui oppose les « rénovateurs », qui renforcent à nouveau leurs positions, aux « orthodoxes ». Plus profondément, il a opéré une rupture dans le cadre de référence théorique traditionnel du parti, rupture dont il est encore impossible d'évaluer la portée à long terme.

troduites, après avoir été de fait mises en œuvre dans diverses provinces. En septembre 1979, le 6^e plenum du comité central institutionnalise la politique des « *khoan* », les contrats forfaitaires qui favorisent l'initiative privée familiale dans le cadre des communes rurales. En 1981, la politique des « *forfaits* » est introduite dans l'industrie. La priorité est accordée à l'industrie légère et à l'agriculture, et non plus à l'industrie lourde.

Les réformes se heurtent à de vigoureuses oppositions. Elles traînent. Ce n'est qu'en 1982 que la politique des « *khoan* » dans l'agriculture est effectivement appliquée dans tout le pays. En 1983, la « *recherche du profit* » (qui est un élément des « *forfaits* » familiaux, une partie de la production pouvant être directement vendue sur le « *marché libre* » par les intéressés) est brusquement dénoncée. Les luttes de tendances sont intenses au sein de l'appareil du parti.

Mais la nouvelle politique semble porter ses fruits dans le domaine productif : la production agricole, d'une moyenne de 13,3 millions de tonnes de céréales pour la période 1976-1980 atteint la moyenne de 17 millions de tonnes durant les cinq années suivantes. Le chiffre record de 18,2 millions de tonnes est atteint en 1985. Le déficit alimentaire, chronique et dramatique, du Vietnam se réduit.

En juillet 1985, le 8^e plenum du comité central décide d'une importante réforme des salaires, des prix et de la monnaie. Il s'agit notamment d'abolir le système des subsides en nature, des

1. Voir *Inprecor* numéro 127 du 31 mai 1982, « *Ve congrès du Parti communiste vietnamien : le temps des autocritiques* ».

2. Cité par Murray Herbert, *Far Eastern Economic Review* du 1^{er} janvier 1987 et par Keith B. Richburg, *International Herald Tribune* du 16 décembre 1986.

3. Les citations de la résolution politiques sont tirées de la version diffusée par télex.

4. *Graffiti*, numéros 25-26, août-septembre 1986, p. 3.

tickets de rationnement, héritage de la période de guerre, en les intégrant au salaire monétaire, et d'accorder une autonomie croissante aux entreprises d'Etat. La socialisation forcée de l'agriculture au Sud a été progressivement abandonnée. Le petit commerce privé et l'artisanat bénéficient de meilleures conditions de développement. Des droits nouveaux sont accordés aux provinces en matière d'import-export, domaine traditionnellement réservé au national.

Tout capote avec la réforme monétaire de septembre 1985. Il s'agit d'un changement général de monnaie destiné à faire apparaître les fortunes cachées. Absurde dans sa conception (elle suppose un strict secret, impossible à assurer, et l'absence de corruption au sein du régime, pourtant rampante), elle est bâclée dans son application. Le résultat est catastrophique : une désorganisation générale des échanges et une inflation galopante qui atteint les 1000 % en un an !

C'est la goutte d'eau qui fait déborder le vase. Les effets économiques et politiques de cette réforme monétaire sont considérables. Pour le *Dai Doan Ket*, journal du Front de la patrie, ces mesures provoquent « des vagues de contestation dans l'opinion publique, bouleversent la confiance dans la capacité de gestion de l'Etat. Toute la population en ressent quotidiennement les effets négatifs et il faudra encore longtemps pour finir de payer le prix de cette erreur » (5).

Un comité central particulièrement long et orageux se réunit de la mi-mai au 9 juin 1986 pour tirer le bilan du désastre. Les « rénovateurs » comme Vo Van Kiet s'étaient apparemment opposés à la mise en œuvre de la réforme monétaire. Ils renforcent leurs positions. Le 21 juin, le gouvernement est profondément remanié : sept ministres sont limogés dont To Huu, poète officiel, grand prêtre de l'orthodoxie, vice-premier ministre et père de la réforme monétaire.

LA PRÉPARATION DU SIXIEME CONGRES

C'est dans ce contexte de crise que la préparation du 6e congrès du PCV entre dans sa phase active. L'autorité de nombreux cadres historiques s'est effondrée, à commencer par celle de Le Duan, militant de la première heure, secrétaire général de 1960 à 1986. L'un des principaux idéologues du parti, cheville ouvrière de la direction collégiale après la mort d'Ho Chi Minh en 1969, Le Duan avait longtemps milité au Sud avant de rejoindre Hanoi à la fin des années 1950. Il a joué un rôle décisif dans l'élaboration de la politique de résistance à l'agression américaine, période durant laquelle il a fait preuve d'une très grande capacité de direction et d'une réelle créativité politique. Effacé mais prestigieux, il avait, au début des années 1980, la réputation de soutenir les rénovateurs.

Pourtant, durant les dernières années de sa vie, Le Duan a enregistré un double et cuisant échec : dans la direction

concrète des affaires, sanctionné par la crise de 1985-1986, et dans le domaine des conceptions fondamentales car il était dans le PCV l'un des principaux théoriciens de la transition au socialisme ; l'attaque en cours contre les dogmes est aussi une critique de cet héritage. Vieilli, il apparaissait, semble-t-il, à beaucoup comme un visionnaire coupé des réalités.

Le Duan aurait été prêt à se retirer du bureau politique, à l'occasion du congrès national. Sa mort, en juillet dernier, a dû contribuer à accélérer l'évolution des rapports de forces au sein de l'appareil.

C'est Truong Chinh qui remplace pour quelques mois Le Duan au secrétariat général. Longtemps considéré comme le chef de file idéologique des « orthodoxes », il s'est à plusieurs reprises opposé aux réformes. Sans être « pro-chinois », il a une solide formation maoïste. Truong Chinh, son nom de guerre (il est né Dang Xuan Khu), signifie « Longue Marche », en l'honneur de celle conduite par Mao en 1934-1935. Il est l'auteur du livre « La résistance vaincra », version vietnamienne des conceptions chinoises de la guerre du peuple. Surtout, il est responsable de la réforme agraire de 1956, menée selon les méthodes des « campagnes de masse » chères à Mao et annonciatrice, en Chine, du Grand bond en avant de la fin des années 1950, aux résultats désastreux.

Mais ces toutes dernières années, Truong Chinh s'est finalement convaincu de la nécessité des réformes économiques. Il a la réputation de dire ce qu'il pense et de ne pas agir par opportunisme : son revirement renforce l'autorité des « rénovateurs » au sein de l'appareil.

Le projet initial de la résolution politique du congrès a été achevé en juin 1986 par la commission de propagande du comité central. Il a soulevé tellement d'objections qu'il a été rapidement écarté. Les discussions se sont menées autour d'un texte de Truong Chinh, de juillet, parlant de la nécessité du « renouveau », devenu un maître mot.

Le 19 octobre 1986, à l'occasion d'un discours plus radical que son texte de juillet, Truong Chinh dénonçait devant le congrès fédéral de Hanoi les « errements » de la direction, le « *désir de développer une industrie lourde dont l'envergure dépassait largement nos capacités réelles* », un « *mécanisme de gestion caractérisé par le centralisme bureaucratique et le système des subsides* », l'« *infantilisme gauchiste* » : « *D'une part, nous avons péché par subjectivisme et précipitation, voulant brûler les étapes, faire trop, trop vite et trop grand ; d'autre part, une fois les erreurs commises, nous avons fait preuve de conservatisme et d'immobilisme, voulant maintenir le statu quo, n'ayant pas le courage ni la volonté de corriger nos erreurs* » (6).

La préparation du congrès du PCV est donc marquée par d'importants reclassements. Si Truong Chinh appuie, dans le domaine économique seulement, les réformes, Le Duc Tho semble par contre avoir pris ses distances. Respon-

sable depuis de nombreuses années de l'appareil du parti, puissant, Le Duc Tho avait soutenu, comme Le Duan, des réformes généralement initiées au Sud où son frère, Mai Chi Tho, était maire de Saïgon-Ho Chi Minh Ville. Il a contribué au bilan autocritique de la direction, publiant récemment un document remarqué qui fait état d'un « *bilan globalement négatif* » (7). Pourtant, il se serait rangé, à l'occasion du dernier congrès, avec les « orthodoxes » contre les « rénovateurs ». Tout en reconnaissant la nécessité d'une « purification » et d'un redressement du parti, il craint probablement des remises en cause plus profondes.

Si les débats sont si vifs, au sein de l'appareil, et les enjeux si grands, c'est que le compromis sur le fond, au nom de la collégialité, ne semble plus possible : il mène à la paralysie. Déjà en avril, Vo Chi Cong, membre du bureau politique, soulevait ce problème quand il analysait, devant les cadres de Hanoi, le retard avec lequel les réformes étaient mises en œuvre : « *à cause de la direction et des directives, il n'existe ni l'analyse en profondeur, ni le réalisme, ni le respect pour les idées subalternes, ni l'esprit de synthèse, ni l'expérience de la gestion réaliste qui auraient pu développer ce qui est bon, réparer les erreurs et créer une infrastructure et une politique de gestion adéquate. Ainsi, nous avons laissé coexister des points de vue différents sur la gestion économique et cela nous a conduit à des lignes d'action non unifiées qui, à leur tour, affaiblissent la gestion centralisée de l'Etat et limitent l'autonomie et la force de création de la population et des Unités d'Economie de Base* ». Pour Vo Chi Cong, « *la nature de notre gestion n'est ni le centralisme, ni la démocratie mais un conservatisme qui consiste à prolonger le centralisme bureaucratique* » (8).

RENOUVELLEMENT ET COMPROMIS : LE NOUVEAU BUREAU POLITIQUE

Face à la crise, le congrès du PCV a enregistré une décision sans précédent : le retrait simultané du bureau politique de trois dirigeants historiques, dorénavant simples « conseillers » du comité central : Truong Chinh (79 ans), Pham Van Dong (80 ans, très malade et qui aspirait depuis longtemps à la retraite) et Le Duc Tho (76 ans). Trois autres membres du bureau politique ne sont pas réélus : le général Van Tien Dung (qui passe pour un ambitieux corrompu), Chu Huy Man (ancien commissaire politique de l'armée) et To Huu, déjà limogé du

5. *Dai Doan Ket* du 23 avril 1986, cité par J. Lambettini, « La crise de confiance », *Sudastie*, numéro 42 de juin-juillet 1986, p. 17.

6. Discours du secrétaire général Truong Chinh au congrès fédéral de Hanoi, *Nhan Dan* du 20 octobre 1986, cité par Tran Minh dans le *Doanket*, organe de l'Union des Vietnamiens de France, numéro 386, décembre 1986, p. 19.

7. Dans « Les devoirs urgents dans le travail de l'édification du parti », *Tap Chi Cong San*, mai 1986.

8. *Nhan Dan* du 23 avril 1986, cité par J. Lambettini, op. cit.

gouvernement. Par rapport à celui élu en 1982, le nouveau bureau politique comprend donc 7 nouveaux membres à part entière sur 13.

Le secrétariat du comité central est lui aussi profondément remanié : il ne reste que trois des élus de 1982 (voir encadré). Il y a 80 nouveaux membres sur les 173 (dont 49 suppléants) que comprend le comité central issu du 6e congrès.

La moyenne d'âge reste très élevée. Nguyen Van Linh, le nouveau secrétaire général, a 71 ans. Né en 1915, de son vrai nom Nguyen Van Cuc, connu aussi sous le pseudonyme de Muoi Cuc, il s'est engagé très jeune dans la lutte contre la colonisation française. Deux fois arrêté, il passe 10 ans en détention. Il dirige pendant 40 ans l'organisation du parti dans la région saïgonnaise. Il entre au comité central au 3e congrès du PCV en 1960. En 1975, secrétaire du parti à Saïgon-Ho Chi Minh Ville, il entre au bureau politique et au secrétariat du comité central. Il défend les réformes économiques durant le congrès de 1982. Il est exclu du bureau politique et du secrétariat. Mesure exceptionnelle, il est rappelé au bureau politique en 1985, sans congrès, puis retourne au secrétariat. Il est donc devenu secrétaire général du parti en décembre 1986.

On retrouve évidemment un dosage politique au sein du bureau politique. Pham Hung, numéro deux, 74 ans, ministre de l'Intérieur, est considéré comme un chef de file des « orthodoxes », ainsi que Do Muoi (numéro quatre dans la hiérarchie officielle du bureau politique). Les principaux « rénovateurs » seraient Nguyen Van Linh, Vo Van Kiet, 64 ans, numéro cinq du parti, responsable de la planification, associé à Ho Chi Minh Ville avec Linh et Nguyen Co Tach, en huitième position, qui n'était que suppléant du précédent bureau politique.

Le poids des cadres longtemps engagés dans la lutte au Sud et au centre-Sud, notamment pendant la guerre américaine, est notable : Mai Chi Tho, Le Duc Anh, Vo Van Kiet, Vo Chi Cong, Pham Hung, Nguyen Van Linh. Les réformes récentes sont souvent venues du Sud. Cependant, les clivages politiques ne recouvrent pas nécessairement les origines militantes, comme le montrent les cas de Pham Hung d'un côté et de Nguyen Co Tach de l'autre.

Les rénovateurs ont à nouveau renforcé leurs positions à l'occasion du congrès. Mais la démission simultanée de Truong Chinh et de Le Duc Tho apparaît dans le contexte actuel comme une mesure de compromis, confirmée par le fait que le remaniement attendu des organes gouvernementaux a été repoussé de plusieurs mois. Il est maintenant prévu après l'élection d'une nouvelle assemblée nationale.

Ce n'est qu'avec l'annonce des remaniements gouvernementaux que l'on saura si Vo Nguyen Giap, longtemps chef d'état-major de l'armée, reprendra une place notable dans la direction. Limogé du bureau politique, il était et reste membre du comité central. Partisan des réfor-

LES ORGANES DIRIGEANTS ET LEUR RENOUVELLEMENT

Le nouveau bureau politique

1. Nguyen Van Linh
2. Pham Hung
3. Vo Chi Cong
4. Do Muoi
5. Vo Van Kiet
6. Le Duc Anh
7. Nguyen Duc Tam
8. Nguyen Co Thach
9. Dong Sy Nguyen
10. Tran Xuan Bach
11. Nguyen Thanh Binh
12. Doan Khue
13. Mai Chi Tho

membre suppléant :

1. Dao Duy Tung

Le secrétariat du comité central

1. Nguyen Van Linh (membre récent du précédent secrétariat)
 2. Nguyen Duc Tam (membre du secrétariat élu en 1982)
 3. Tran Xuan Bach (membre du secrétariat élu en 1982)
 4. Dao Duy Tung (nouveau membre)
 5. Tran Kien (membre du secrétariat élu en 1982)
- Tous les suivants sont des nouveaux membres du secrétariat :
6. Le Phuc Tho
 7. Général Nguyen Quyet
 8. Général Dam Quan Trung
 9. Vu Oanh
 10. Nguyen Khan
 11. Général Tran Quyet
 12. Tran Quoc Huong
 13. Pham The Duyet

L'ancien bureau politique

1. Le Duan (décédé)
2. Truong Chinh (retiré)
3. Pham Van Dong (retiré)
4. Pham Hung
5. Le Duc Tho (retiré)
6. Van Tien Dung (retiré)
7. Vo Chi Cong
8. Chu Huy Man (retriré)
9. To Huu (retriré)
10. Vo Van Kiet
11. Do Muoi
12. Le Duc Anh
13. Nguyen Duc Tam

membres suppléants :

1. Nguyen Co Thach
2. Dong Sy Nguyen

mes, Giap demeure cependant un « outsider » dans les luttes de fractions. Ecarté, il n'a pas été directement compromis par les échecs récents et est toujours probablement respecté d'une partie de la population.

LES PRIORITÉS ÉCONOMIQUES ET LES SILENCES POLITIQUES DE LA RÉOLUTION

L'essentiel du débat de ces derniers mois a porté sur les choix économiques. Dans la résolution politique, l'accent est mis sur les trois tâches suivantes : accroître la production de denrées alimentaires, des articles de consommation de première nécessité et des produits d'exportation.

Traditionnellement, le PCV utilisait la formule suivant laquelle priorité devait être donnée au développement de l'industrie lourde s'appuyant sur celui de l'industrie légère et de l'agriculture. Formule à double entrée, elle permettait toutes les interprétations concrètes et n'est pas reprise dans la résolution politique du dernier congrès. Elle n'est remplacée par aucune autre formule générale. Mais la résolution tente d'interdire un nouveau détournement de ligne au profit de l'industrie lourde : « L'intensification de l'industrialisation socialiste » est reportée « à l'étape suivante ». Pour la période à venir, les « trois programmes-cibles »,

mentionnés plus haut, « constituent le contenu essentiel du plan quinquennal 1986-1990 ». En conséquence, ils « doivent se voir attribuer une grande concentration des ressources humaines et matérielles à fin d'exécution ». En effet, « ces trois programmes déterminent l'orientation pour la réorganisation de l'économie nationale suivant une structure rationnelle, en premier lieu, un réaménagement du mécanisme de production et un réajustement majeur de la structure des investissements ». Il faut « faire réellement » de l'agriculture, le « front principal ».

Pour le reste, la résolution se contente de formules prudentes et conservatrices : il faut « assurer l'autonomie des unités économiques de base », « encourager le développement de l'économie familiale, utiliser l'aspect positif de l'économie de petite production marchande » et même « utiliser l'économie capitaliste privée (petit capitalisme) dans un certain nombre de branches et métiers, dans le même temps, les transformer progressivement avec différentes formes économiques de capitalisme d'Etat ». Il faut « éliminer le commerce capitaliste privé ». De façon générale, il faut s'« assurer que l'économie étatique fait valoir son rôle directeur, occupe avec l'économie collective une position déterminante dans l'économie nationale et domine les autres composantes économiques ».



Valoriser l'économie familiale ? (DR)

Il est clair que sur le fond, des choix d'orientation restent ouverts, enjeux d'une lutte qui n'est pas encore terminée. De fait, le cadre traditionnel de référence a été mis en cause, peut-être radicalement sans pour autant être d'ores et déjà remplacé par une conception alternative de la transition. Il est de ce point de vue significatif que la résolution politique appelle à « l'élaboration » par le nouveau comité central « d'un programme complet pour toute la révolution socialiste ». Il faut « élaborer une stratégie de développement socio-économique et une stratégie de développement scientifico-technique ». Ce programme sera « présenté au 7e congrès du parti ».

Il semble bien qu'un débat de fond sur les tâches économiques de la transition couve au Vietnam, concernant les rapports entre pian et marché, le rôle de l'économie familiale, l'articulation des divers secteurs économiques, les modes de gestion et de centralisation. Les polémiques portaient hier sur les mesures de libéralisation à court terme. Elles quittent maintenant le terrain des expédients pour aborder celui des orientations à moyen et long termes. Provoqué par les échecs successifs de 1975 à aujourd'hui, mais nourri aussi par les réévaluations en cours dans des pays comme la Chine et l'Union soviétique, ce débat s'élargira sans doute à d'autres domaines. Il est symptomatique que Nguyen Van Linh soit parfois surnommé « petit Gorbatchev » ou « Deng Xiaoping vietnamien ».

Le 6e congrès du PCV n'a pas discuté au fond, du moins ouvertement, des problèmes de politique internationale et indochinoise. Il est difficile d'évaluer maintenant les conséquences pour le Vietnam de la nouvelle diplomatie déployée en Asie par la direction Gorbatchev. Il est évident, par contre, que le méconten-

tement et les mises en garde soviétiques sur le gaspillage de l'aide accordée au Vietnam a pesé d'un poids direct dans la préparation du dernier congrès du PCV. Au mois d'août, Truong Chinh a rencontré Gorbatchev à Moscou. En octobre dernier, il a publiquement et solennellement reconnu que « l'aide des pays frères » avait été partiellement dilapidée. Vu son isolement international, le Vietnam reste extrêmement dépendant de l'Union soviétique. Les « rénovateurs » ont utilisé le mécontentement de Moscou pour justifier l'urgence d'un changement de cap.

Au congrès, le représentant soviétique, Ligatchev, un important membre du bureau politique du Parti communiste de l'Union soviétique (PCUS) a finalement assuré la direction vietnamienne d'une aide économique accrue qui s'élèverait, pour la période 1986-1990, à 12 ou 13 milliards de dollars. L'équipe Gorbatchev semble ne pas voir d'un mauvais œil le vent de réforme qui souffle sur le PCV.

La résolution politique du dernier congrès n'innove pas par rapport aux deux précédents (9) en ce qui concerne la question du régime politique. Pourtant, lutte pour le redressement de la production, lutte anti-bureaucratique et lutte démocratique sont intimement liées dans toute société de transition. Le précédent chinois est ici significatif : l'appel à la « cinquième modernisation » (la démocratie) lancé par les militants du Mouvement démocratique, condition de la réussite des Quatre modernisations (économique, scientifique, technique et militaire) préconisées par Deng Xiaoping.

L'exigence démocratique se manifeste au Vietnam jusque dans une presse qui reste pourtant essentiellement sous contrôle. En témoigne un article de

Saigon Giai Phong où Xuan Thu, journaliste, raconte les déboires qu'il a eus avec la censure, pendant et depuis la guerre. Face aux tracasseries, provoquées par la publication d'une rubrique s'attaquant à la bureaucratie, son rédacteur en chef conclut : « désormais, critiquons celui qui pisse dans la rue, nous n'aurons plus d'ennuis » ! Pour Xuan Thu, « la critique et l'autocritique (modes usuels de débats au Vietnam, ndlr.) ne peuvent être isolées de la démocratisation et du rôle de la presse ». Il salue les timides progrès en cours à Ho Chi Minh Ville et note que « la presse peut être redoutable quand elle remplit sa fonction. Nous ne pouvons que regretter que, depuis tant d'années, nous n'avons pas bien su l'utiliser pour combattre le mensonge, le vol, les cadres véreux. Flagorneuse, elle n'a écrit que suivant les désirs d'en haut et non d'en bas. Le moment est venu où la presse doit devenir une arme du Parti, une tribune pour notre peuple ; le journaliste doit pouvoir voir la vérité et dire la vérité ; la presse doit être un outil de contrôle de la société » (10).

Comment, en effet, le peuple pourrait-il jouer son rôle de « maître collectif », suivant la formule traditionnelle du PCV, s'il n'a pas le droit d'être informé et de dénoncer les nombreux cadres véreux qui amassent des fortunes personnelles ?

Les communautés vietnamiennes de l'étranger, celles liées aux organisations proches du régime, s'agitent aussi. En Allemagne, par exemple, Nguyen An a fait paraître dans la revue *Dai nuoc* (Notre pays) un article qui aborde le problème de fond de la bureaucratie : « Vertu et vice ne proviennent pas du caractère inné de l'homme. A bien y réfléchir, c'est le centralisme bureaucratique qui constitue la terre fertile sur laquelle se développe l'opportunisme sous toutes ses formes » (11).

Très proluxe dans la critique des erreurs passées, le 6e congrès est, comme le précédent, beaucoup plus vague sur les mesures positives et les changements d'orientation de fond pour l'avenir. On a cependant l'impression que ce 6e congrès est, comme le précédent, beaucoup plus vague sur les mesures positives et les changements d'orientation de fond pour l'avenir. On a cependant l'impression que ce 6e congrès marque un point d'inflexion important, une rupture de continuité, dans l'histoire du communisme vietnamien et qu'il annonce une période de conflits politiques tant au sein du parti qu'en dehors. ■

Pierre ROUSSET,
6 janvier 1986.

9. Voir le texte du séminaire organisé à Amsterdam les 4-6 juin 1982 par le Transnational Institute sur les « problèmes relatifs à l'évolution de la ligne du PCV et aux rapports entre le parti, l'Etat et la population » et la contribution de Pierre Rousset sur ce thème.

10. *Saigon Giai Phong* du 11 juin 1986, cité par *Graffiti* d'août-septembre 1986, p. 10.

11. *Dai nuoc*, numéro 49 de juin 1986, cité par Ha Cuong Nghi dans *Chroniques vietnamiennes*, numéro 1 de novembre 1986, p. 10.

La NEP chinoise et ses contradictions

'HISTOIRE de la République populaire de Chine (RPC) est ponctuée de mouvements en faveur de la démocratie et pour l'égalité, en conflit plus ou moins direct avec le système de domination bureaucratique en place. Ces mouvements ont eu la spécificité d'avoir souvent commencé sous l'impulsion de la direction du Parti communiste ou d'une de ses fractions ou bien en soutien à un courant de ce parti contre un autre. Mais ils se sont tous terminés par une répression bureaucratique. Ainsi, en 1956, le mouvement des « Double cent » a été lancé par la direction du parti avec le mot d'ordre « que cent fleurs s'épanouissent, que cent écoles de pensée rivalisent ». Mais assez rapidement, effaré par l'explosion de mécontentement et la montée de revendications démocratiques, le PCC a mis fin à cette épisode par la campagne anti-droitière de 1957 qui a jeté des millions de personnes en prison.

Mieux connue est l'expérience de la révolution culturelle lancée en 1966 par la fraction Mao au sein du PCC contre ses rivaux majoritaires dans la direction et dont la conclusion fut la remise en ordre par l'armée à partir de 1967. Encore une fois, le 5 avril 1976, les émeutes de la place Tien An Men ont montré l'étendue de l'opposition populaire à la fraction de la « bande des quatre » autour de Mao mourant et le soutien dont disposait Deng Xiaoping. Au-delà de la mise à l'écart de ce dernier, les manifestations de la place Tien An Men ont été sévèrement réprimées par le pouvoir. En 1978-1979, le même Deng Xiaoping a bien voulu tolérer le mouvement démocratique de la jeunesse chinoise, dont une partie soutenaient sa propre politique, mais à partir du moment où le mouvement commençait à dépasser les bornes, Deng a réagi par la répression. Certains des animateurs de ce mouvement croupissent toujours dans les prisons chinoises (pour un bilan de ce mouvement voir l'article de Greg Benton, « La montée interrompue du mouvement démocratique », paru dans *Inprecor* numéro 118 du 8 février 1982).

Depuis le 9 décembre 1986, les rues des grande villes chinoises résonnent de nouveau des slogans démocratiques. Une

série de manifestations ont touché environ 150 universités dans une vingtaine de villes à travers le pays. Parfois, notamment à Shanghai, ces manifestations ont connu une participation significative des travailleurs. Partant des revendications spécifiques des étudiants, les manifestants ont rapidement mis en avant des revendications démocratiques plus générales (voir l'article d'Ernest Mandel ci-dessous).

C'est justement la mise en avant de ces mots d'ordre démocratiques qui a commencé à provoquer un durcissement de la part du PCC, au-delà des divergences éventuelles en son sein. Des premières réactions officielles relativement modérées, le ton a nettement changé ces derniers jours. Le *Quotidien du peuple* (organe du PCC) dénonce dans un éditorial du 6 janvier le « libéralisme bourgeois » des étudiants et parle d'une « poignée d'agitateurs » et de « saboteurs » qui seraient à l'origine du mouvement. Ces dénonciations ont été reprises par d'autres quotidiens chinois.

De telles déclarations et les menaces qui commencent à peser sur les animateurs du mouvement montrent les limites de la libéralisation de ces dernières années en Chine, les obstacles qui subsistent sur la voie de la démocratie socialiste et la nécessité de soutenir le mouvement actuel. C'est le sens de la déclaration des deux organisations marxistes révolutionnaires de Hong Kong que nous publions à la fin de ce dossier.

Nous allons revenir sur toute la signification du mouvement étudiant dans un prochain numéro d'*Inprecor*. Les deux principaux articles du dossier actuel traitent des problèmes économiques et sociaux de fond de la transition en Chine qui constituent l'arrière-fond de la lutte pour la démocratie socialiste en la rendant toujours plus nécessaire. Le premier article, d'Ernest Mandel, souligne l'ampleur des réformes économiques engagées depuis sept ans et en tire un bilan provisoire pour traiter ensuite des contradictions sociales et politiques et terminer par un examen de la politique étrangère de la Chine. Le deuxième article, de Zhang Kai, constitue une analyse détaillée et critique du 7e plan quinquennal et plus généralement des réformes actuelles. ■

Ernest MANDEL

Depuis sept ans, la République populaire de Chine est engagée dans un mouvement de réformes structurelles de vaste ampleur. Il ne s'agit ni d'une poursuite simplement corrigée du cours maoïste, ni d'un retour au capitalisme, quoi qu'en pensent des critiques « gauchistes » et des commentateurs bourgeois par trop optimistes pour leur classe. Il s'agit d'une expérience de « nouvelle politique économique » (NEP) analogue mais plus profonde et de plus longue durée que celle que l'URSS a connue entre 1921 et 1928.

UN BILAN INTÉRIMAIRE

Le bilan intérimaire de cette expérience permet de souligner aussi bien les réussites que les contradictions qui s'accroissent de plus en plus rapidement. En ce qui concerne les réussites, elles se situent essentiellement sur deux plans : d'une

part, celui de l'accroissement de la production et de l'accélération de la croissance, d'autre part, celui de l'élévation du niveau de vie et de culture de la population tant rurale qu'urbaine. Sur ces deux plans, les réalisations sont à proprement parler spectaculaires. Proportionnellement, tenant compte du niveau de départ beaucoup plus bas, elles dépassent largement celles de l'URSS sous la NEP, voire pendant toute la période qui englobe la NEP et le premier plan quinquennal, c'est-à-dire de 1921 à 1932.

La production industrielle a plus que doublé, avant tout grâce à l'essor des petites et moyennes entreprises en milieu rural. L'industrie étatique a augmenté sa production d'environ 90 % et le secteur privé a aussi connu une expansion certaine. La production agricole a doublé depuis 1978. Trois cent mille paysans sont actuellement propriétaires de tracteurs. Onze millions de patrons privés emploient 15 millions de salariés, mais ceux-ci ne re-

présentent que 4,5 % de la main d'œuvre totale en dehors de l'agriculture. Le secteur coopératif, surtout rural, emploie 100 millions de personnes. Mais au total, les 85 000 entreprises étatiques produisent plus de 80 % de la production industrielle et plus de la moitié du revenu national, proportions plus élevées que celles de l'URSS sous la NEP.

L'augmentation du niveau de vie n'a pas été moins impressionnante. Elle est évaluée à plus de 50 % en ce qui concerne le revenu des paysans. Les statistiques sur l'espérance de vie moyenne en République populaire de Chine (RPC) aujourd'hui résument bien la situation : 65 ans pour les hommes et 68 ans pour les femmes, chiffres comparables à ceux de l'URSS et supérieurs à ceux de la Roumanie et de la Turquie.

Il suffit de voir dans les films et à la télévision les images des grandes villes — avant tout, mais pas seulement, Pékin, Shanghai, Tientsin, Wuhan, Shenyang

(Mukden), Harbin, Canton, Chongqing — avec des dizaines de millions de bicyclettes remplaçant les millions de rickshaw (pousse-pousse) jadis tirés à bras d'hommes, les images des villages avec les enfants bien nourris remplaçant des millions d'affamés et de mendiants ; les dizaines de millions de femmes sans pieds déformés, sans asservissement au patriarcat et à la belle-mère, pour comprendre le progrès que cela représente. Ce progrès est le produit tardif mais réel de la révolution socialiste victorieuse de 1949. Face aux myopes et aux sceptiques y compris dans les rangs du Parti communiste chinois (PCC) et de ses thuriféraires en Occident et ailleurs, on ne le répètera jamais assez.

Les « quatre modernisations » (1) pourront-elles se poursuivre au rythme moyen des sept dernières années ? L'équipe de Deng Xiaoping l'espère. Elle promet que d'ici l'an 2000, le revenu par tête d'habitant aura atteint 1000 dollars, soit le niveau actuel de la Turquie et le double de celui de l'Égypte. Dans les années 2010-2015, il atteindrait 2 000 dollars, soit le niveau actuel du Mexique et du Portugal. La Chine sera devenue dès lors un pays semi-industrialisé.

Des promesses précises de ce genre sont dangereuses, comme le montre le précédent du XXII^e congrès du PCUS. (2) Les contraintes étrangères et les contradictions sociales internes risquent de freiner la croissance avant que cet objectif ne soit atteint. Cependant, sur la base des données actuelles, il n'est pas aussi dénué de réalisme que le furent les rodomontades de Khrouchtchev il y a 25 ans. Même si l'objectif ne sera pas atteint, l'écart entre la réalité et les promesses ne sera pas catastrophique.

En matière d'élévation du niveau d'instruction, de qualification et de culture, les progrès ne sont pas moins spectaculaires. La Chine s'est ouverte à la culture universelle — que les maoïstes avaient bêtement qualifiée de « bourgeoise » — sur une échelle sans commune mesure avec ce qui s'était produit avant 1949 ou ce qui s'est produit en Inde depuis l'indépendance. En ce qui concerne les couches les plus spécialisées et les plus privilégiées, l'Inde a sans doute pris de l'avance. Mais à l'échelle des masses populaires, ou du moins de leur majorité (car il reste des régions rurales et même des provinces très pauvres et très arriérées) (3), l'avance de la Chine en matière d'alphabétisation, du tirage des livres et des revues, du nombre de titres nouveaux publiés par an, des lits d'hôpitaux, de l'accès à l'enseignement technique et du nombre d'écoliers terminant le secondaire, est sans commune mesure avec les pays capitalistes dits « du tiers monde » (4) avec un niveau de départ comparable à celui de la Chine de 1937 ou de 1949.

Mais le tableau n'est pas sans ombres, loin de là. Le cours de Deng Xiaoping provoque de plus en plus de contradictions économiques, sociales et politiques. Le fait que ces contradictions recouvrent, en gros, celles de la NEP entre 1921 et 1928 confirme la lucidité de l'opposition



Sur la place Tien An Men à Pékin. (DR)

de gauche de l'époque et la validité historique de ses analyses, de ses critiques et de ses propositions constructives concrètes.

LES CONTRADICTIONS ÉCONOMIQUES DE LA NEP

Dans le domaine économique, ce qui frappe le plus, c'est la différence entre le progrès quasi-continu dans le monde rural — du moins en matière de production et de revenu par tête d'habitant — et les progrès beaucoup plus spasmodiques dans l'industrie et en milieu urbain, avec des poussées d'inflation et l'incidence du chômage qui obscurcissent périodiquement le bilan de la NEP aux yeux de vastes couches ouvrières.

Les raisons de cette discordance sont multiples. Mais nous ne croyons pas nous tromper en affirmant qu'une des causes principales réside dans le fait que l'initiative et l'intérêt pour la production de la part des paysans ont été largement libérés — et la paysannerie chinoise est une des plus qualifiées du monde en matière d'agriculture intensive, malgré la modestie de l'outillage dont elle dispose. Par contre, l'initiative et l'intérêt pour la production des ouvriers n'ont pas été essentiellement dégagés, dans la mesure où l'industrie continue d'être gérée par la bureaucratie et qu'il n'y a pas d'autogestion ouvrière, quelle que soit la signification qu'on donne au concept.

Dans le domaine de la production

agricole et de la société rurale, il y a cependant deux contradictions frappantes. L'expansion impétueuse de la production marchande provoque un déplacement des récoltes des céréales vers des produits dont la commercialisation rapporte davantage — tendance dangereuse pour un pays aussi peuplé que la Chine, aussi longtemps que le rendement des cultures céréalières n'augmente pas plus fortement sous l'effet d'investissements qui font pour le moment défaut. En outre, la croissance démographique, même freinée par une limitation brutale des naissances (des « allocations familiales négatives » frappent les naissances à partir du troisiè-

1. Il s'agit des modernisations préconisées dans les domaines économique, scientifique, technique et militaire. La formule fut celle de Liu Shaoqi au VIII^e congrès du PCC en 1956 et ensuite de l'ancien Premier ministre Zhou Enlai, mort en 1976. Elle a été reprise et appliquée par Deng Xiaoping.

2. En 1961, au XXII^e congrès du PCUS, Nikita Khrouchtchev, alors premier secrétaire du parti, a promis que l'Union soviétique aurait atteint et dépassé la production et le revenu par tête d'habitant des États-Unis en 1980.

3. Selon des sources chinoises officielles, le nombre de ruraux vivant au-dessous du seuil de subsistance était estimé à 100 millions en 1978 et à 60 millions en 1985 (Y. Chevrier, « La société chinoise après Mao », Paris, Fayard, 1986, p. 310).

4. Le taux d'analphabétisme en Inde est de plus de 50 % supérieur à celui de la Chine. La consommation quotidienne de calories par tête d'habitant et l'espérance de vie y sont inférieures de 25 à 30 %.

me enfant), et l'augmentation de la productivité accroissent la surpopulation au village, à laquelle l'expansion de l'industrie rurale ne donne pas un débouché suffisant. Ce dernier problème risque de devenir explosif à long, voire à moyen terme.

En ce qui concerne l'industrie et l'économie nationale prise dans son ensemble, des déséquilibres croissants se dégagent, à la fois entre l'ampleur des investissements et celui de la production finale, entre les importations (surtout de technologies modernes) et les exportations, entre le revenu monétaire de la population et la production des biens de consommation, entre la croissance de la production et celle de la productivité. Un écart important subsiste entre le revenu moyen des paysans et celui des ouvriers.

Ces déséquilibres se traduisent par des poussées périodiques d'inflation, de déficits de la balance des paiements (et de chute des réserves de change), de chômage dans les villes. Les réformes de Deng n'y ont jusqu'ici pas pu rendre remède. Cela conduit à des « rectifications » successives : freinage brutal des investissements et des importations, ralentissement net de la croissance des revenus urbains succèdent ainsi tous les 2-3 ans à de véritables phases de « surchauffe » de la croissance. Actuellement on assiste à une chute rapide du taux de croissance dans l'industrie.

LES CONTRADICTIONS SOCIALES ET POLITIQUES

Les contradictions économiques de la NEP chinoise débouchent inévitablement sur des contradictions sociales et politiques. L'inégalité sociale s'accroît fortement, à la campagne autant qu'en milieu urbain. A la campagne, le cours a été et reste placé sous le signe de l'« enrichissez-vous » (5). Ce n'est pas fortuit que la fraction Deng a réhabilité Boukharine de manière totale et même enthousiaste, alors que la réhabilitation de Trotsky reste purement pénale et non politique (ou du moins très partiellement politique)(6). Ce cours produit la naissance d'une couche de paysans beaucoup plus riches et beaucoup plus entreprenants que le furent les koulaks en URSS sous la NEP, avec la tendance très nette à la naissance d'entreprises capitalistes (c'est-à-dire exploitant de la main-d'œuvre salariée), fût-ce encore sur une échelle très réduite pour l'ensemble de la Chine. A côté de cela survit la pauvreté surtout localisée, il est vrai, dans des régions sous-développées, mais qui existe aussi dans les provinces agricoles riches et dans les villes (7), d'où l'apparition de ce que les idéologues de la fraction Deng appellent pudiquement « l'envie et la jalousie » des pauvres par rapport aux riches. Des marxistes appelleraient ce phénomène plus crûment l'antagonisme de classe entre riches et pauvres. Que cet antagonisme débouchera sur des formes plus vastes de luttes de classes est difficile à éviter.

En milieu urbain s'étendent, avec l'inégalité sociale, les rapports mercantiles, des tendances à l'enrichissement privé à

tout prix, c'est-à-dire la spéculation, la corruption et le marché noir surtout dans le voisinage de Hong Kong et dans les zones économiques spéciales (ZES) ouvertes à l'investissement étranger (d'entreprises mixtes). Certes, l'impact de ces investissements reste minime, inférieur même à ce que les dirigeants chinois avaient eux-mêmes prévu et souhaité. Mais la modification des mœurs et des motivations au sein de la bureaucratie et parmi les commerçants et spéculateurs (l'équivalent chinois des Nepmen soviétiques des années 1920) est très nette.

La riposte du régime est pour le moment essentiellement répressive : condamnations à mort et exécutions publiques pour effrayer « l'ennemi infiltré ». Inutile de souligner qu'il s'agit de ripostes peu efficaces, vu tout le climat moral (ne vaudrait-il pas mieux dire : immoral ?) créé par « l'enrichissez-vous ».

Le contrepois le plus efficace à cette poussée de l'accumulation privée primitive du capital (8) serait évidemment la mobilisation et l'engagement conscient de la classe ouvrière — une classe ouvrière déjà forte de 120 millions de salariés et appointés (9). Mais cet engagement ne peut être obtenu sans que les travailleurs n'acquiescent, outre des revenus réels croissants, des droits et des pouvoirs croissants. Or, malgré quelques timides pas en direction de l'élection des directeurs, au sein des entreprises par les « congrès ouvriers », le cours fondamental de la fraction Deng a plutôt une logique opposée. Il crée l'impression que la

garantie de l'emploi (le fameux « bol de riz de fer ») est remise en question.

Même s'il s'agit pour le moment que d'expériences extrêmement limitées, telle la mise en faillite d'une entreprise, l'Explosion-Proof Equipment Factory de Shenyang, en 1986, (n'oublions pas que 40 % des entreprises d'Etat travaillent à perte), ne peut que provoquer l'inquiétude parmi les ouvriers et accentuer l'impression que le cours actuel modifie les rapports de force sociaux à leurs dépens. Le chômage massif dans les villes, surtout parmi les jeunes, agit dans le même sens. L'effort du régime pour le résorber par le développement d'un vaste secteur des services coopérateur, semi-privé et privé a sensiblement amélioré les conditions de vie de la population urbaine. Mais il accentue à son tour l'inégalité sociale et la tendance à la division et au désarroi au sein de la classe ouvrière.

Ces contradictions sociales ne manquent pas d'avoir des retombées idéologiques et politiques. Un scepticisme généralisé s'est répandu dans la jeunesse (10), parmi les travailleurs et les cadres inférieurs et moyens du Parti communiste. Ceux-ci ne savent littéralement plus à quel saint se vouer. La démaoïsation suit son cours. Bien qu'on ait évité les excès des « purges idéologiques » stalinienne, Mao n'a plus rien du statut de demi-dieu qui fut le sien jusque vers la fin des années 1970. Staline est définitivement déboulonné. Lénine a perdu une bonne partie de son prestige. Même celui de Marx a été sérieusement entamé (11). La fraction

5. « C'est ce paysan rationnel, aimant le risque, que le mouvement actuel de décollectivisation (c'est-à-dire l'abolition des communes populaires, ndr.) a reporté au devant de la scène ; par milliers des 'foyers spécialisés', particulièrement dynamiques, se sont lancés dans des spéculations particulières et n'ont pas craint de s'enrichir 'avant les autres' (...) Et même si leur émergence continue à faire réparer les risques de polarisation, on ne peut dénier à ces 'agriculteurs-entrepreneurs' leur rôle prééminent dans le décollage économique qui s'amorce maintenant dans les campagnes ». (C. Aubert, op. cit., p. 40).

6. Voir notre article dans *Inprecor* numéro 218 du 28 avril 1986.

7. Un groupe appelé « gauche marxiste » est apparu parmi les étudiants qui mirent en question l'invasion de biens de consommation d'origine japonaise et protestèrent contre l'inégalité croissante. Le texte d'opposition de gauche le plus remarquable jusqu'ici paru en Chine est celui de Chen Erjin « De la révolution prolétarienne-démocratique », véritable manifeste en faveur d'une révolution politique antibureaucratique rédigé la veille de la mort de Mao et publié en anglais par New Left Books/Verso Books (Londres, 1984) sous le titre « China : Crossroads Socialism ».

8. On pourrait considérer cette remarque comme contradictoire avec l'hypothèse de base de notre analyse, à savoir qu'il n'y a pas de tendance à la restauration du capitalisme en Chine. En réalité, il y a une énorme distance — qui couvre deux mille ans d'histoire, tant en Occident qu'en Chine — entre le début de l'accumulation primitive du capital d'une part et le triomphe du mode de production capitaliste en tant que mode de production hégémonique d'autre part. Lénine a souligné d'innombrables fois que la petite production marchande (la production et la propriété privée paysanne et artisanale) produit inévitablement une tendance à l'accumulation primitive de

capital. Mais pour que celle-ci se transforme en mode de production hégémonique, il faut que le capital accapare la majeure partie des moyens de production et transforme une partie considérable des producteurs en main-d'œuvre salariée, coupée de ses instruments de travail et de l'accès à la terre, et obligée de vendre sa force de travail aux propriétaires privés du capital. Ce n'est pas à l'ordre du jour aujourd'hui en Chine.

9. Dans une étude remarquable contenue dans l'ouvrage collectif cité plus haut, Roland Lew distingue parmi ces 120 millions de salariés et appointés en RPC 45 millions d'ouvriers d'industrie, 7 millions de travailleurs des transports et télécommunications, 8 à 9 millions d'ouvriers du bâtiment. Il faut en outre distinguer les ouvriers à emploi permanent garanti, essentiellement dans le secteur étatique, des ouvriers temporaires : ceux de la petite industrie rurale (environ 20 millions) ; une dizaine de millions de paysans « loués » par les communes populaires à l'industrie urbaine ; et une quinzaine de millions d'ouvriers urbains temporaires, surtout dans le secteur coopératif ou semi-collectif. Les salaires entre ces différentes catégories varient du simple au triple (le sommet étant ceux des ouvriers du bâtiment permanents, qui gagnent 1 000 dollars par an), les « temporaires » ne jouissant en outre pas de la sécurité sociale (op. cit., pp. 65-66). Sur la classe ouvrière chinoise, voir aussi Roland Lew, « Les effets sociaux de la réforme économique » dans *Inprecor* numéro 206 du 4 novembre 1985.

10. Selon Roland Lew (op. cit., p. 70), en 1983, sur les 41 millions de membres du PCC, 3,34 % ont moins de 25 ans, contre près de 27 % dans les années 1950 !

11. Sur la réévaluation des grands penseurs marxistes en Chine aujourd'hui, voir notre article dans *Inprecor* numéro 218 du 28 avril 1986.

Deng est à la recherche laborieuse d'une nouvelle identité idéologique et théorique, faite d'un amalgame pénible et peu convaincant d'idées de Lénine, de Boukharine, des théoriciens yougoslaves, des théoriciens de la République démocratique allemande (RDA), de résidus du maoïsme, voire d'éléments empruntés au trotskysme et à l'anarcho-syndicalisme ou syndicalisme modéré. Même des influences sociaux-démocrates de gauche se font sentir, notamment du côté du travaillisme britannique et de l'austro-marxisme. Tout cela n'est pas fait pour enthousiasmer la jeunesse. Sa seule qualité rédemptrice, c'est d'encourager la pensée critique et permettre des pas vers une discussion publique et surtout semi-publique plus libre. Mais en même temps, la répression à l'égard des tendances oppositionnelles plus résolues reste prononcée. Malgré les proclamations en faveur du pluralisme politique — proclamations qui favorisent surtout les tendances droitières — beaucoup d'oppositionnels restent en prison.

Les conflits sociaux ont pris ces derniers temps une forme publique à plusieurs occasions et dans plusieurs domaines. Il y a eu une trentaine de grèves, dont celle des conducteurs d'autobus de Pékin, des mouvements de soldats démobilisés, des mouvements d'ex-condamnés réclamant leur réhabilitation. Mais les mouvements les plus spectaculaires furent ceux des étudiants. Ils sont partis au début de décembre 1986 de l'université de Hefei dans la province d'Anhui, pour être bientôt relayés à Wuhan, et à Shenzhen. La plus forte explosion s'est produite dix jours plus tard à Shanghai, où il a abouti à une série de manifestations de masse dont la plus forte, celle du 21 décembre a connu de 50 000 à 70 000 participants, y compris de nombreux travailleurs. Puis se sont produites des manifestations à Pékin, mais à une échelle plus limitée.

Le sens tactique et le niveau politique élevé des étudiants doivent être soulignés. Selon le journal français *Libération* du 19 décembre 1986, les étudiants de Shenzhen ont déclaré avoir été inspirés par le mouvement étudiant en France dont ils avaient pu voir les images à la télévision. En fait, les premières revendications estudiantines concernaient leurs propres conditions de travail : réduction des droits d'inscription, élection démocratique des représentants étudiants et des autorités universitaires. Et sur ces revendications, se sont rapidement plaquées des revendications démocratiques plus larges : élection démocratique des conseils municipaux et provinciaux, liberté de presse, d'association et de manifestation, abolition de la censure, libération des prisonniers politiques. A Pékin, les étudiants ont obtenu la libération de leurs camarades arrêtés, à Shenzhen la réduction des droits d'inscription. Selon le *New York Times* du 27 décembre 1986, la direction du PCC de Pékin aurait promis qu'aux prochaines élections municipales plusieurs candidatures seraient admises pour chaque poste à pourvoir, sans préciser cependant qui choisirait les candidats.

L'esprit des manifestations était nettement socialiste, égalitaire, et anti-capitaliste. Dans plusieurs manifestations les étudiants chantaient l'Internationale et scandaient le mot d'ordre « Pas de socialisme sans démocratie ! ».

Des groupes oppositionnels politiques sont apparues et ont été réprimés, mais ils restent de faible dimension et fort localisés.

Egalement importants ont été les conflits, dont la presse s'est faite en partie l'écho, au sein des structures de pouvoir officielles. Les conflits les plus importants ont opposé les directeurs d'entreprises aux comités du parti. Ils ont été tranchés en définitive en faveur des directeurs d'entreprise qui ont obtenu une autonomie de décision accrue (voir à ce propos la *Far Eastern Economic Review* du 9 octobre 1986). Des conflits ont opposé aussi les syndicats (ou faudrait-il dire : les directions syndicales ?) aux directeurs d'entreprise, les syndicats avançant la revendication d'une autonomie (revendicative) accrue.

Dans un certain nombre de cas, fort limité encore il est vrai (voir le reportage intéressant paru dans le quotidien néerlandais *NRC Handelsblad* du 24 septembre 1986), les syndicats ont également réclamé un droit de veto sur les décisions en matière d'embauche et de licenciements. D'une manière générale, les droits des directeurs d'entreprise par rapport aux travailleurs sont plus étendus dans le secteur coopératif rural et dans l'industrie rurale que dans l'industrie étatique des villes.

L'équipe de Deng essaye d'arbitrer ces conflits pour éviter les explosions sociales. Elle compte surtout sur l'attrait de la « société de consommation », c'est-à-dire sur « l'intéressement matériel » des travailleurs. Un système de travail contractuel, liant le salaire et le rendement, doit assurer le succès de cette politique. Mais c'est justement dans la mesure où ces contrats se généralisent que cette solution, valable de façon exceptionnelle, devient irréaliste, car l'augmentation générale des salaires est évidemment limitée par l'accroissement moyen de la production et l'ampleur des investissements.

LE « COURS NOUVEAU » EN POLITIQUE ÉTRANGÈRE

Les outrances de la politique des « trois mondes » (13) et le jugement porté sur la « superpuissance soviétique plus dangereuse (parce que plus agressive) que la superpuissance américaine » avaient entraîné les malheureux inconditionnels de Pékin en Europe et ailleurs à une orientation pro-impérialiste qui les conduisit au soutien au réarmement des puissances impérialistes autres que les États-Unis. En Asie, le rapprochement avec l'ASEAN (14) et le Pakistan avait porté des coups graves à la gauche dans ces pays et surtout aux partis communistes locaux. La fraction Deng s'était ensuite prudemment repliée vers une position dite « d'équidistance » entre les « deux

grands ». Mais la relance de la révolution coloniale (Amérique centrale, Philippines), des agressions de l'impérialisme US (Grenade, Nicaragua, Libye), la crise en Afrique du Sud, l'émergence d'un puissant mouvement anti-guerre en Europe capitaliste et en Australie ont peu à peu amené Pékin à ajuster son tir dans un sens plus anti-impérialiste. Ce n'est pour le moment que l'esquisse d'une nouvelle rectification, mais elle mérite d'être soulignée.

Cette rectification se situe dans le cadre d'un réexamen plus approfondi des rapports réciproques avec Washington et Moscou. Elle est largement fonction d'un fait nouveau dans les relations internationales en Asie : le renforcement spectaculaire de l'impérialisme japonais.

La puissance industrielle, financière, technologique accrue de Tokyo a fatalement des retombées militaires. En fait, Washington encourage pour le moment un réarmement accéléré du Japon pour des raisons essentiellement financières, en vue de réduire ses propres charges pour la « défense » de cette région de l'Asie. Les manœuvres militaires conjointes des États-Unis, du Japon et de la Corée du Sud en fin octobre 1986 sont un signe annonciateur d'un nouveau pacte militaire virtuel (15). Et le potentiel technologique énorme du Japon implique que le retard de ce pays en matière d'aviation et d'industrie de l'espace (c'est-à-dire de fabrication des fusées) peut être surmonté rapidement. Dans le domaine nucléaire, l'obstacle est, à vrai dire, plus politique et psychologique que technologique.

Cette remilitarisation accélérée du Japon s'accompagne d'un renforcement des tendances d'extrême-droite nationalistes au sein du Parti libéral-démocratique du Premier ministre Nakasone. La réhabilitation des criminels de guerre, voire de tout le cours politique qui a conduit à l'éclatement de la guerre contre la Chine dans les années 1930 accompagne cette résurgence de la militarisation. Dans des manuels scolaires, les crimes des militaristes japonais contre le peuple chinois, notamment la sinistre mise à sac de Nankin en 1937, sont minimisés ou niés.

Toute cette évolution ne peut qu'inquiéter les dirigeants de la RPC. Pragmatiques et réalistes, ils n'ignorent point que, si Washington pourrait à la rigueur les protéger contre une agression militaire du Kremlin (menace réelle dans le

13. D'après cette théorie, formulée par Deng Xiaoping en 1974, le « premier monde » fut composé des États-Unis et de l'Union soviétique, le troisième, des pays en voie de développement, et entre les deux les pays développés autres que l'Union soviétique et les États-Unis.

14. Les pays de l'ASEAN (Association des nations de l'Asie du Sud-Est) sont l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, Singapour, la Thaïlande et Brunei.

15. Le Japon prend prétexte d'un prétendu réarmement soviétique en Extrême-Orient pour justifier l'accroissement de ses dépenses militaires qui dépassent maintenant le 1 % du PNB autorisé par sa constitution (*The Economist*, 16 août 1986).

passé, y compris par des armes nucléaires, et qui explique en partie le revirement pro-américain de Mao), l'impérialisme américain ne s'alliera jamais avec la Chine contre le Japon. De là découle la nécessité d'un rééquilibrage de la politique étrangère de la Chine, d'une normalisation des rapports avec Moscou (sans pour autant que l'on puisse déjà parler d'un rétablissement d'une alliance sino-soviétique). Gorbatchev a compris le changement de climat à Pékin. Il a fait les premiers pas pour que Deng ne perde pas la face, notamment à l'occasion de son discours de Vladivostok du 22 juillet 1986. Depuis cette démarche s'est poursuivie par le rétablissement des rapports fraternels entre le PCC et le SED est-allemand et le POUP polonais.

Des négociations secrètes en cours, on ne connaît que les trois conditions à la normalisation que Deng aurait posées : la levée de la menace militaire soviétique par le retrait des 600 000 soldats soviétiques de la Mongolie et de la Sibérie méridionale et des fusées soviétiques pointées sur des villes chinoises, ou du moins leur réduction suffisante pour que Pékin ne se sente plus menacé, ainsi que des rectifications de frontière le long du fleuve Amour ; le retrait de l'armée vietnamienne du Cambodge censée « encercler » la Chine ; le retrait des troupes soviétiques de l'Afghanistan (16).

Gageons que de ces trois conditions, la troisième est la moins importante. La deuxième est négociable (et peut être réinterprétée). Reste la première qui est en fait la seule substantielle. Sa solution modifierait sensiblement la situation stratégique et diplomatique en Asie et dans le Pacifique, c'est-à-dire à l'échelle mondiale. Elle a déjà en partie modifié le contenu des négociations Est-Ouest, puisqu'elle implique une révision des conditions de retrait des fusées soviétiques d'Europe au-delà de l'Oural.

Ainsi, la NEP de Deng Xiaoping n'est pas seulement une manœuvre économique qui consisterait à reculer pour mieux sauter. Elle a aussi de profondes implications sur les rapports de classe à l'échelle mondiale. Contrairement aux espérances de Nixon-Kissinger d'abord, aux apparences de la fin des années 1970 ensuite, ni la Chine de l'agonie de Mao ni celle de Deng ne s'est réellement insérée dans le jeu impérialiste. La bureaucratie chinoise reste une force non-capitaliste qui a ses intérêts propres et spécifiques à défendre. Et le prolétariat chinois reste dans ce jeu l'acteur méconnu dont le réveil pourrait bien modifier à son tour les données du problème. ■

Ernest MANDEL,
5 janvier 1987.

16. Le rapprochement de la Corée du Nord avec l'Union soviétique et le risque de voir s'établir des bases soviétiques dans ce pays accentuent la peur de « l'encercllement » ressentie à Pékin et fera sans doute apparaître une « quatrième condition » à la normalisation des rapports avec Moscou.

Une critique du septième plan quinquennal

DEPUIS sept ans que la Chine est entrée dans une politique de réformes économiques audacieuses et de grande ampleur (voir l'article précédent), il y a un débat permanent au sein de la direction du Parti communiste, où la nouvelle politique économique est contestée à des degrés divers par certains dirigeants. Dans ce contexte, chaque décision économique devient l'objet de débats et de critiques, notamment à l'occasion de l'adoption des plans quinquennaux. Ceci a été le cas en ce qui concerne l'adoption du projet du 7^e plan quinquennal (1986-1990). Dans l'article ci-dessous, Zhang Kai se fait l'écho de ces débats mais ne s'arrête pas là. Il fait une critique radicale de ce plan, de ses insuffisances et de ses contradictions et donne son opinion sur les conséquences sociales qu'il juge négatives. En effet, il s'agit d'une critique assez fondamentale de la conception de la transition et de la politique économique qui en découle, qui sont celles de l'équipe autour de Deng Xiaoping. ■

ZHANG KAI

Le 7^e plan quinquennal (1986-1990) a été adopté par le Congrès national populaire (CNP). Il a été élaboré au milieu de divergences dans la direction du parti sur la politique de réforme et son rythme. La Chine maintenant « semble être devant le choix suivant » : « ou bien faire un petit pas et constituer un modèle économique où le plan serait prédominant et le marché complémentaire, ou bien faire un grand pas et établir rapidement une économie socialiste de marché » (article de Li Minhua, correspondant à Beijing (Pékin) du journal *Wen Hui Bao* de Hong Kong, 3 avril 1986, (1). « Un grand débat a lieu entre les économistes nouveaux et anciens » (article de Cheng Xiang du *Wen Hui Bao* en correspondance de Beijing, 31 mars 1986).

Le 7^e plan quinquennal a été « adopté dans son principe ». Cela signifie que certaines questions doivent encore être amendées, les décisions restant en suspens après controverses, ou leurs applications concrètes devant être tranchées plus tard par la direction du Parti communiste chinois (PCC). Cela signifie une réduction de la planification et des possibilités accrues de perte de contrôle.

LES TACHES ESSENTIELLES DU 7^{EME} PLAN

Les tâches essentielles définies par le 7^e plan sont : « 1. Maintenir un équilibre général entre la demande sociale globale et l'offre, de façon à ce que la réforme se déroule en douceur, et que les bases d'un nouveau type de structure économique socialiste aux caractéristiques chinoises puissent être fondamentalement établies en cinq ans ou plus ; 2. Maintenir une croissance économique continue et soutenue et, à partir d'un contrôle du montant total de l'investissement en capital fixe, renforcer d'une manière importante les grands projets, la réforme technologique et la promotion en fonction du talent (...); 3. Sur la base d'un développement de la production et d'un accroissement de la rentabilité économique, continuer à améliorer la vie de la population urbaine et paysanne. »

La dernière période du 6^e plan quinquennal a connu un déséquilibre entre la demande sociale globale et l'offre, principalement parce que les investissements en capital fixe étaient excessifs. Le 6^e plan, établi en décembre 1982, avait prévu les investissements en capital fixe des entreprises d'Etat de 1981 à 1985 à 360 milliards de yuans. (648 milliards de FF) (2). A cette époque, le rapport du Premier ministre Zhao Ziyang, disait qu'« une telle décision signifie que l'on a tiré les leçons de la trop grande étendue des investissements lourds et de l'inefficacité des investissements du passé ». Pourtant, le montant réel a atteint 530 milliards de yuans (954 milliards de FF), presque 50 % de plus que ce qui avait été planifié. La poursuite d'un développement rapide et d'une forte production entraîna un relâchement de l'efficacité et de la qualité et de nouvelles tensions dans le domaine des matières premières, de l'électricité et des transports. Par exemple, Guangzhou connaît un manque d'électricité de 40 %, et à Nanjing et Chengdu, le manque d'électricité provoque l'arrêt du travail deux jours par semaine. Il y a eu depuis 1984 une rapide augmentation des fonds destinés au crédit et à la consommation qui a accéléré l'inflation, le déficit du commerce extérieur, le déséquilibre des échanges extérieurs et la dévaluation du RMB. (RMB - renmin bi yuan ou la « monnaie du peuple » ; il s'agit de l'appellation officielle du yuan chinois, ndt).

INSUFFISANCE DES INVESTISSEMENTS EN AGRICULTURE

Cependant, le montant global des investissements sociaux en capital fixe tel qu'il est prévu par le 7^e plan est de 1 296 milliards de yuans, (2332 milliards de FF), (dont 890 milliards pour les entreprises d'Etat), c'est-à-dire 2,6 fois le montant inscrit au 6^e plan.

1. *Wen Hui Bao* est un journal porte-parole du PCC à Hong Kong.

2. D'après l'édition française du *Quotidien du peuple* de Pékin du 23 août 1986, 1 yuan vaut 1,80 FF.

Cela indique que le 7ème plan quinquennal n'a pas tiré les leçons du passé et il sera difficile d'assurer que les tâches essentielles citées ci-dessus pourront être réalisées.

Dans les investissements en capital fixe des entreprises d'Etat, les investissements en capitaux comptent pour 500 milliards de yuans dont 375 milliards sont réalisés par le gouvernement central et 112,5 milliards par les gouvernements locaux. Pour les investissements centraux, l'énergie, les matières premières, l'industrie lourde, les transports et communications, les quatre zones économiques spéciales (Zhuhai, Shenzhen, Shantou, Xiamen) et la centrale nucléaire de Guangdong, près de Hong Kong, comptent au total pour 73,2 %, les « autres secteurs » pour 13,5 %, l'industrie militaire et les projets de défense pour 5,4 %, mais l'agriculture, la sylviculture, l'irrigation et la météorologie comptent seulement pour 3,9 % (14,68 milliards de yuans), et la science, l'éducation, la culture et la santé ne comptent que pour 2,6 % (9,98 milliards de yuans). Les investissements locaux sont prévus principalement dans l'industrie.

Les investissements dans l'agriculture et l'éducation sont très faibles. Ces dernières années, Deng Xiaoping a souligné le succès de la réforme de l'agriculture. Cependant, la production globale de céréales a baissé de 7 % par rapport à 1984, principalement parce que les revenus de la culture de céréales étant faibles, de nombreux paysans y sont peu enclins et la terre cultivée est en diminution ; en même temps, le prix des engrais, des insecticides et des outils agricoles a augmenté. De plus, les institutions locales s'approprient les fonds de l'Etat destinés à encourager l'agriculture.

Cette situation se reflète dans les discours de certains députés au Congrès national populaire. Par exemple, « des députés des provinces de Jiangsu, Zhejiang, Jilin, et Fujian ainsi que de Beijing ont souligné que la diminution des investissements en agriculture et en irrigation et le ralentissement des investissements lourds en agriculture doivent être corrigés ». Li Qingkui, de la province de Jiangsu a dit que « la dégénérescence de la terre, le vieillissement des machines, la détérioration de l'irrigation et la mauvaise qualité des semences doivent attirer l'attention. » (Agence Chine nouvelle, 31 mars 1986, dépêche de Beijing). Un des « points de vue tranchés » lors des discussions en commission et des interventions au CNP fut que ce « 7ème plan (projet) néglige l'agriculture ». (article de Li Minhua, correspondant du *Wen Hui Bao* à Beijing).

Suite aux critiques formulées par les députés, un amendement fut apporté au rapport de Zhao Ziyang : « La poursuite du renforcement de l'agriculture, qui est la base de notre économie nationale, est une orientation stratégique décisive pour notre plan de modernisation. Nous devons continuer à nous concentrer sur la production de céréales et nous efforcer d'en assurer une solide augmentation. »

Les critiques faites à ce congrès ont

montré un certain soutien au discours qu'a fait Chen Yun (3) devant une réunion du PCC en septembre 1985.

INSUFFISANCE DES INVESTISSEMENTS DANS L'ÉDUCATION

Malgré une certaine augmentation ces dernières années, les fonds destinés à l'éducation sont encore faibles. Selon Hu Zhiwei, ancien rédacteur en chef du *Quotidien du peuple* et actuellement député au CNP, sur les sommes prévues pour l'éducation par le 7ème plan, « 77,7 % sont dépensées pour le personnel et moins d'un tiers sont effectivement consacrées à l'amélioration des actions éducatives. » (*Quotidien du peuple*, 10 avril 1986, p.4).

Le recensement de 1982 a montré que 23 % de la population, soit 230 millions de personnes, est analphabète ou semi-analphabète. Liu Bin, directeur adjoint du Comité éducatif d'Etat, a réalisé récemment une enquête dans les provinces de Yunnan et Ghizhou et a « découvert que 15 à 40 % des enfants en âge scolaire ne vont pas à l'école et que si le nombre des anciens analphabètes n'a pas diminué, le nombre des nouveaux analphabètes s'est accru. (...) A l'heure actuelle, les crédits pour les écoles primaires et secondaires sont très faibles. Il n'y a que 102 yuans (183 FF) par an pour chaque élève du secondaire et 33 yuans (59 FF) par an pour chaque élève du primaire (chiffres de 1984). Cette somme couvre les salaires, les bourses d'étude, les frais de déplacements des cadres, les coûts d'administration et les charges d'entretien des écoles. (...) Les statistiques de fin 1984 ont montré qu'il reste encore 46 millions de mètres carrés de bâtiments scolaires dangereux et un manque de 37 millions de bureaux avec leurs chaises (correspondant environ à un cinquième des élèves...). Les livres de bibliothèque ainsi que les moyens en laboratoires sont encore plus pitoyables. » (*Quotidien du peuple*, 8 avril 1986).

De plus, à cause des faibles salaires des enseignants — dans de nombreuses écoles de campagnes, seulement 20 à 30 yuans (36 à 54 FF) par mois pour les instituteurs —, de nombreux enseignants changent de travail et la quantité et la qualité des enseignants est faible.

Le 7ème plan quinquennal prévoit de dépenser 201,6 milliards de yuans du budget d'Etat dans les cinq prochaines années pour l'éducation, la science, la culture et la santé, et on instaurera graduellement 9 ans de scolarité gratuite. Pourtant Tao Dayong, professeur à l'école normale de Beijing a souligné que « le problème actuel est que l'on ne prête pas suffisamment attention à l'éducation de base dans le primaire et le secondaire et que les crédits à l'éducation sont insuffisants (...). Les autorités acceptent bien d'exempter des frais d'inscription scolaires mais sont réticentes à exempter des 680 millions de yuans par an que représentent les charges diverses. Sans l'exemption de ces charges, la simple exemption des frais d'inscrip-

tion n'est que du vent car les frais d'inscription peuvent prendre la forme de ces charges diverses. Je continue à penser qu'il devrait y avoir une grosse augmentation de l'investissement dans l'éducation. » (*Ming Pao*, 4 avril 1986).

LE RYTHME DE LA CROISSANCE AGRICOLE ET INDUSTRIELLE

Le 7ème plan fixe à 4 % le taux de croissance annuel moyen de la production agricole dans les cinq prochaines années (à 6 % si l'on inclut les industries villageoises). Le taux de croissance pour l'industrie (légère et lourde) est de 7,5 %. Il est en augmentation de 87,5 % par rapport à l'objectif que s'était fixé le 6ème plan, mais il ne correspond qu'à 60 % du taux de croissance effectivement réalisé durant la période du 6ème plan :

Selon ces taux de croissance, le Revenu national brut (RNB) de 1990 sera de 1 117 milliards de yuans, en augmentation de 44 % par rapport à celui de 1985. Si la population de 1990 est estimée à 1,113 milliard d'habitants (4), alors le revenu par tête sera d'environ 1000 yuans (1800 FF), ce qui correspond à environ 312 dollars. On est encore loin des 1000 dollars prévus par Deng Xiaoping pour l'an 2000.

Dans notre article « A propos du 6ème plan quinquennal » (*October Review*, Numéro 1, 1983), nous avons critiqué le taux de croissance moyen prévu de 4 % dans l'industrie et l'agriculture comme étant trop faible. De fait, le taux réel a été plus fort que le taux prévu. Il y a même dans l'industrie un danger d'un rythme trop soutenu : 14 % d'augmentation de la production brute industrielle de 1983 à 1984 et une croissance de 22,8 % de janvier à juillet 1985 par rapport à la même période de 1984. Chen Yun a lancé l'avertissement : « Nous ne pouvons pas continuer à un tel rythme, parce que actuellement notre énergie, nos transports et nos matières premières ne peuvent répondre à un tel rythme. » Le gouvernement central demanda aux ministères de l'industrie nationale un coup de frein d'urgence. Malgré tout, le taux de croissance de 1985 a été de 18 %.

La raison du rythme trop soutenu de développement industriel est la suivante : il y a une perte de contrôle des investissements en capital fixe ; plus il y a d'investissements, plus s'accroît l'industrie légère et de transformation et plus augmente la demande en matières premières ainsi que l'incitation à accélérer les cadences dans l'industrie lourde.

Le 7ème plan souhaite d'une part un ralentissement dans le taux de croissance

3. Chen Yun est membre du comité permanent du bureau politique du PCC. Il est souvent présenté comme chef de file d'un courant « conservateur » qui s'opposerait au courant « réformateur » de Deng Xiaoping.

4. D'après le dernier recensement, de juillet 1982, la population de la République populaire de Chine était de 1,032 milliard d'habitants.



Ouvrière dans une usine de mécanique légère. (DR)

et d'autre part augmente les investissements totaux en capital fixe de 1,4 % comparés aux chiffres réellement réalisés par le 6ème plan. Une telle contradiction entraînera inévitablement un fort rythme de développement industriel et intensifiera la croissance de la production au mépris de la qualité et de l'efficacité.

PRIORITÉ A LA RÉFORME

Le premier principe de base donné à l'orientation du 7ème plan quinquennal est de « *persister à prioriser la réforme* ». Les tâches et objectifs de la réforme de la structure économique tels qu'ils sont fixés par le 7ème plan sont précisés. Premièrement, il s'agit de « *renforcer la vitalité des entreprises, en particulier des entreprises d'Etat grosses et moyennes, de façon à ce qu'elles deviennent véritablement des entités économiques relativement indépendantes, et deviennent des producteurs socialistes de marchandises et des administrateurs qui soient autonomes et responsables de leurs propres profits et pertes.* » Alors que les grosses et les moyennes entreprises d'Etat pratiquent une gestion à différents niveaux, de nombreuses petites entreprises sont gérées par des collectifs ou par des individus. Cela signifie qu'elles sont gérées de manière privée par le biais de contrats de concession ou de location. Les produits deviennent des marchandises vendues sur le marché

et produites dans ce but.

Deuxièmement, on doit « *continuer à développer le marché socialiste, et améliorer progressivement le système de marché.* » Ce dernier objectif signifie « *réduire progressivement le nombre varié de subventions allouées par l'Etat, et diminuer leur proportion sur l'ensemble des biens de production ; étendre le marché des biens de production ; ouvrir et organiser systématiquement des marchés de capitaux, des marchés de technologie, et un flux rationnel de main d'oeuvre.* »

La réduction du rôle de l'Etat dans l'allocation des ressources allant de pair avec « *la réduction progressive du champ de la planification impérative* », transformera la majorité des produits en marchandises vendues sur le marché. Leurs prix seront touchés par la loi de l'offre et de la demande du marché. Le 7ème plan prévoit, « *en tenant pleinement compte de la capacité de réception de l'Etat, des entreprises et du peuple, de pousser activement et résolument en avant la réforme du système de prix qui correspond plus ou moins à la valeur et puisse refléter la relation entre l'offre et la demande, et de former progressivement un système de gestion des prix qui combine des prix imposés par l'Etat, des prix soutenus par l'Etat et des prix ajustés par le marché.* »

Pour ce qui est de la formulation concrète de la formation du système de prix, le 7ème plan stipule d'abord, qu'en

ce qui concerne les biens de consommation, mis à part les prix fixés par l'Etat pour une minorité de marchandises importantes, les prix de l'ensemble des marchandises seront progressivement libérés selon la loi de l'offre et de la demande du marché. Ensuite, concernant les biens de production, qu'il faut ajuster les prix prévus par le plan pour les ressources importantes et réduire progressivement la proportion de produits dont les prix sont fixés par l'Etat, de façon à ce que les prix d'Etat et les prix de marché se rejoignent petit à petit. Enfin, en ce qui concerne les tarifs ou les prix des services publics essentiels et des principaux services, l'Etat continuera à les gérer et à les réajuster conformément au plan ; les prix des autres entreprises de service seront progressivement libérés.

La tendance est donc à ce que la majorité des produits deviennent des marchandises vendues sur le marché des prix « *correspondant plus ou moins à leur valeur et réfléchissant la relation entre l'offre et la demande* ». L'idée d'un « *plan qui prédomine et du mécanisme de marché qui soit un supplément* » pourrait devenir dépassée.

Avec un tel objectif, tenir compte de la « *capacité de réception* » à la réforme des prix signifie en fait de vérifier à quel point l'ensemble de la population est prête à se serrer la ceinture et à tolérer la situation sans se lancer dans une résistance généralisée.

La constitution de marchés de capitaux signifie que le capital peut circuler librement sur le marché, collecter des intérêts sans limitation du taux d'intérêt, et des usuriers, comme ceux qui existent sous le système capitaliste, pourront réapparaître dans toute la Chine (d'ailleurs cela est déjà apparu dans certains endroits ces dernières années). Le marché des titres pourra exister. La technologie pourra devenir une marchandise. Quant à la force de travail, bien que la formule « *la force de travail n'est pas une marchandise* » (en fait une non-reconnaissance de l'exploitation) soit toujours en vigueur, elle a les caractéristiques d'une marchandise, car elle peut circuler librement et les travailleurs peuvent être renvoyés ou démissionner.

Bien que le 7ème plan utilise l'expression « *orientation par la planification* », il ne montre pas comment le plan pourra jouer un rôle décisif de façon à ce que le marché lui soit subordonné.

LES ARGUMENTS POUR AFFIRMER LA NATURE SOCIALISTE DU RÉGIME

La théorie officielle et le 7ème plan couronnent la production de marchandises en Chine, l'économie et le mécanisme de marché de l'épithète « *socialiste* ». L'argumentation est la suivante : la production socialiste de marchandises est fondée sur la propriété publique socialiste des moyens de production et sur le travail de travailleurs qui ne sont pas exploités. (Voir le « *Dictionnaire abrégé d'économie politique* » de Xu Lixin, 1983, page 494). Dans son rapport sur le 7ème plan Zhao Ziyang a déclaré que « *l'économie marchande que nous voulons développer est dans l'ensemble une économie socialiste marchande qui est basée sur la propriété publique, pratique le principe à chacun selon son travail, et se trouve planifiée et contrôlée.* »

Examinons de plus près les trois conditions proposées par Zhao Ziyang, en commençant par la question de la propriété publique. Aujourd'hui en Chine, les moyens de production sont propriété publique ou d'Etat ; c'est un critère important pour défendre l'idée que la Chine est un Etat ouvrier et non pas un pays capitaliste. Cependant, selon le 7ème plan, pour les entreprises d'Etat grosses et moyennes on fera une claire distinction entre le droit de propriété et le droit d'usage, et le droit d'usage sera exercé par le directeur ou le gérant de l'entreprise. En ce qui concerne les petites entreprises d'Etat, beaucoup sont maintenant dirigées par des collectifs ou des individus. Le droit de propriété n'a dans ce cas de sens que pour les rapports de propriété. Le droit d'usage a une signification beaucoup plus importante. La production est faite pour le marché ; les prix sont réglés par l'offre et la demande du marché. L'auto-responsabilité vis-à-vis des profits et des pertes a pour conséquence une production en fonction du profit et non pas des besoins. Il y aura compétition entre les entreprises plutôt que coopération. Cela est la conséquence de la loi du marché, particulière-

ment si la production marchande est « *pleinement développée* ».

Du point de vue de la production sociale brute, aujourd'hui, la valeur produite par les entreprises d'Etat représente environ la moitié de la production brute. Prenons 1985 comme exemple. Les chiffres du Bureau statistique d'Etat indiquent que la production brute de l'année est de 1624,2 milliards de yuans, dont 624,7 milliards de yuans (38,5 %) pour les industries d'Etat, 233,2 milliards pour les industries collectives (5), 357,5 milliards pour l'agriculture, 93,5 milliards pour les industries villageoises, 168,5 milliards pour la construction, les transports et le commerce ruraux et 128,8 milliards pour le reste (comprenant la construction urbaine, le commerce et les transports d'Etat, les communications et le commerce). La majorité des industries collectives ont été concédées par contrat entre des mains privées, la terre est contractée à long terme pour la petite production marchande, presque toutes les industries rurales (et une grande part des industries urbaines), le commerce, la construction, les transports et les services fonctionnent collectivement ou d'une manière privée, et les fermes d'Etat ne produisent que 3 à 4 % du Produit agricole brut. Dans la mesure où le taux de croissance de la production des entreprises collectives et individuelles est beaucoup plus fort que celui des entreprises d'Etat, si la tendance se poursuit, le poids des entreprises d'Etat continuera à décroître. Le 7ème plan prévoit qu'en 1990, la production brute des entreprises rurales s'accroîtra de 100 % par rapport à 1985, alors que le taux de croissance des entreprises d'Etat est bien inférieur pour la même période.

Le 7ème plan quinquennal prévoit 160 milliards de yuans d'investissement en capital fixe pour les entreprises collectives et 240 milliards de yuans pour les entreprises individuelles. Le tout correspond à 44,6 % des investissements des entreprises d'Etat. C'est également la première fois que l'on inclut les investissements des entreprises individuelles dans un plan quinquennal. La rapidité avec laquelle s'est accru le capital privé ces dernières années est frappante.

Examinons maintenant la question du « *à chacun selon son travail* ». Si ce principe est indispensable dans une période de transition ou une période socialiste, il ne peut à lui seul garantir le socialisme. Alors que le 7ème plan propose de « *surmonter et empêcher les différenciations de revenus non raisonnables et excessives* » il « *continue à encourager* » aussi certaines régions, entreprises ou individus à s'enrichir avant tout. Zhao Ziyang utilise également ce principe pour éluder la question du socialisme fondé sur le « *travail des travailleurs non-exploités* ». Au lieu de cela il se fait l'avocat de la « *promotion du libre flux circulatoire du travail* ».

Enfin, en ce qui concerne la question de la planification et du contrôle : un système général de marché est « *formé progressivement* » et si les prix et la production réglés par le marché deviennent pré-

dominants, alors l'économie planifiée sera supplantée par l'économie de marché. Chen Yun a fait remarquer pour sa part que « *la régulation par le marché signifie l'absence de planification avec une production qui se fait en fonction des modifications de l'offre et de la demande du marché. Cela signifie une régulation 'aveugle'* ».

LE STATUT ET LE MODE DE VIE DES TRAVAILLEURS

Les réformes économiques devraient viser à l'affirmation du rôle dominant du prolétariat dans la production. Le 7ème plan quinquennal n'en parle même pas. Dans le chapitre « *stimuler les activités des entreprises* » sous le titre « *réforme structurelle* » il propose « *d'améliorer la direction des entreprises, de mettre en place progressivement le système de responsabilité de directeurs ou de gérants d'usine, de faire s'exercer pleinement l'enthousiasme et l'initiative des administrateurs* » mais ne fait pas mention de la classe ouvrière. Dans le 7ème plan il y a une référence générale à la « *démocratie socialiste et au système légal* » mais ces mots décoratifs n'apparaissent même pas dans le rapport de Zhao Ziyang.

Pour assurer une réalisation en douceur du 7ème plan, l'enthousiasme et l'initiative des travailleurs doivent être mobilisés. Pour cela il faut que leurs conditions de vie et de travail soient améliorées de manière significative. Que prévoit le 7ème plan de ce point de vue ?

Il prévoit qu'en 1990, le revenu moyen net annuel des paysans sera de 560 yuans (1008 FF), en augmentation de 41,1 % par rapport à 1985. Cependant le taux d'inflation de 1985 serait de 9 %. Si ce taux élevé se maintient cela signifierait que la croissance du revenu net paysan serait de zéro.

Il annonce que l'augmentation annuelle moyenne des salaires des ouvriers en termes réels sera de 4 %. Cela correspond à peu près à la moitié du taux de croissance annuel de la production industrielle brute qui est de 7,5 %.

Selon les rapports officiels, le taux d'inflation n'est pas élevé. Des rapports non officiels indiquent cependant que ces dernières années le taux d'inflation était à deux chiffres. Le Bureau statistique d'Etat a par exemple annoncé à la fin du mois de février de cette année que le revenu net moyen paysan a augmenté en 1985 de 11,8 %, alors que les prix n'ont augmenté que de 3 %. Le 27 mars on annonça que l'indice général des prix de détail de 1985 avait augmenté de 8,8 % par rapport à 1984. Comme l'a fait remar-

5. Les chiffres de production pour ces deux types d'industrie sont tirés du « *Communiqué statistique de l'économie nationale et du développement social pour l'année 1985* » et du « *China Statistics Yearbook 1985* », Edition anglaise page 306. Dans la production industrielle brute il faut aussi compter 3,22 milliards de yuans pour les industries individuelles et 14,72 milliards pour d'autres types d'industries.

quer l'économiste Qian Jiaq, un tel chiffre ne représente pas la situation réelle car il établit une moyenne englobant la baisse des prix des téléviseurs, réfrigérateurs, machines à laver, appareils photos, montres, etc... et l'augmentation des prix des légumes et des produits quotidiens, sous-estimant ainsi le taux de hausse général. Cheng Zhiping, le chef du Bureau d'Etat des prix, de même fit remarquer que « les prix des denrées alimentaires non essentielles, qui affectent beaucoup le mode de vie des gens, ont augmenté jusqu'à 23 % de 1984 à 1985 ; l'augmentation des légumes est de 34,5 %, des produits de la pêche de 37,4 %, des journaux et des livres de 32,5 % ». (Wen Hui Bao, 28 mars 1986).

La tendance du début de 1986 a été forte. Selon les statistiques publiées par le *Quotidien du paysan* de Beijing, l'augmentation entre décembre 1985 et la fin de février 1986, pour les prix des principaux produits agricoles subsidiaires relevés dans environ 50 marchés ruraux et urbains est de plus de 50 % pour le riz, le blé, le soja, les poules, les pommes, les oranges ; presque de 100 % pour l'huile de sésame et le boeuf ; de 90 % pour le porc, de 75 % pour les carpes, de 58 % pour les oeufs, de 150 % pour le gingembre. (Ming Pao, 28 mars 1986, page 17). L'augmentation en deux mois est vraiment frappante. Les prix sont les prix du marché. Il y avait au total à la fin de 1985, 61 000 marchés réalisant un chiffre d'affaires de 70,5 milliards de yuans. Les prix dans les magasins d'Etat sont plus bas. Cependant, seuls sont contrôlés les prix du riz et de l'huile de cuisine. Les prix de tous les produits agricoles et secondaires ont été libérés. De plus, 75 % des petites boutiques d'Etat sont passées à une gestion collective ou individuelle. Les chiffres de l'évolution des prix dans les magasins d'Etat pour la même période ne sont pas encore disponibles, mais ils ont sûrement été affectés par les augmentations des prix sur le marché.

Une telle situation montre que l'augmentation prévue des salaires de 4 % est loin d'être suffisante pour couvrir l'inflation. La subvention mensuelle de 7,5 yuans versée à tous les citoyens suffit tout juste à acheter 2 catties (un catty équivaut à une livre, ndt) de viande sur le marché.

Les citoyens doivent supporter une augmentation du coût de la vie. Quant aux paysans, les avantages qu'ils ont obtenu il y a quelques années, ont été en grande partie repris par l'Etat par le biais de la hausse des prix des engrais, des produits quotidiens et des outils agricoles. L'accroissement de la tension sociale s'exprime par l'augmentation des grèves et des grèves du zèle.

DES CONTROVERSES CONTINUELLES DANS LE PARTI

Les tensions sociales et les luttes dans le Parti communiste chinois s'expriment par l'intensification des divergences et des controverses. Elles se sont développées ces dernières années. Des documents indi-

quent que des controverses sérieuses existent au sein du PCC sur la question de la réforme, et en particulier sur ses mesures concrètes, les étapes, le rythme, l'envergure, l'intensité etc. Des divergences existent également au sommet de l'appareil et elles ont été partiellement révélées dans le discours de Chen Yun devant le parti en septembre 1985. Certaines théories et positions « traditionnelles » du PCC sont en train d'être révisées, et des questions encore non tranchées sont exprimées en termes ambigus.

Le 7ème plan quinquennal reflète cette situation. Il ne dit pas comment la planification pourra prédominer sur la régulation par le marché. Ses mesures concrètes vont cependant dans le sens d'un établissement et d'un perfectionnement d'un marché généralisé. Mais il n'est pas encore clair à quel point le 7ème plan a l'intention de réduire le champ de la planification et d'augmenter celui du mécanisme de marché.

Où va la Chine ? S'approche-t-elle de l'objectif socialiste ou s'en éloigne-t-elle ? Défend-t-elle sa base actuelle d'Etat ouvrier — propriété d'Etat, économie planifiée, monopole du commerce extérieur — ou la modifie-t-elle progressivement pour en fin de compte l'abandonner ? Le 7ème plan ne répond pas d'une manière tranchée à ces questions, bien qu'il contienne des indications inquiétantes.

Le rapport de force entre les différentes forces sociales en Chine et au niveau international affecteront le développement de la Chine. En particulier, la classe ouvrière chinoise défendra ses intérêts présents et historiques et ne permettra pas que l'on balaye ses acquis « en douceur ». C'est une des principales raisons pour lesquelles il serait difficile de restaurer le capitalisme en Chine. ■

ZHANG KAI
Hong Kong, 28 avril 1986

Solidarité avec le combat du peuple chinois en lutte pour la démocratie

NOUS publions ci-dessous une déclaration de solidarité avec le mouvement étudiant pour la démocratie en Chine. Cette déclaration a été adoptée en commun par deux groupes marxistes révolutionnaires basés à Hong Kong, la Ligue marxiste révolutionnaire et les camarades regroupés autour de la revue *October Review*. Elle a été diffusée sous forme de tract. ■

DOCUMENT

Dans une dizaine de villes à travers tout le pays, le mouvement de masse de la jeunesse étudiante « contre la dictature, pour la démocratie » est entré en scène. *October Review* et la Ligue marxiste révolutionnaire (LMR) soutiennent totalement leurs revendications légitimes et leurs actions et apportent leur salut respectueux à la foule de ceux qui combattent pour la démocratie sans crainte de la répression.

Devant le mouvement des masses en lutte pour la démocratie, la bureaucratie a une fois de plus dévoilé sa nature despotique et dictatoriale. La bureaucratie ne s'est pas seulement contentée de rejeter sans vergogne les revendications démocratiques de la jeunesse étudiante mais en plus a cherché à le diviser, calomnier et réprimer, recourant même à des moyens officiels pour supprimer dans les faits la liberté de manifestation que la constitution accorde au peuple. A l'encontre de ces autorités qui négligent les revendications démocratiques des masses et foulent aux pieds les dispositions constitutionnelles, nous exprimons notre vigoureuse indignation et notre protestation !

Il est nécessaire d'indiquer que les autorités du PCC sont à l'affût du moment propice pour abattre et réprimer de tous côtés le mouvement démocratique. Face à la grave situation actuelle, tout le peuple chinois doit s'unir, s'organiser pour triompher des attaques de la bu-

reaucratie avec une force encore plus grande. Les compatriotes de Hong Kong, Taiwan, Macao et d'outre-mer, tout comme les peuples épris de justice de par le monde, doivent maintenant développer davantage les actions de solidarité et soutenir le combat du peuple chinois en lutte pour la démocratie.

La jeunesse étudiante est le poulx de la société. « Contre la bureaucratie, contre la dictature, contre les privilèges, contre les exactions », « il faut parler des faits réels, il faut la liberté d'information », « il faut la démocratie, la liberté, les droits de l'homme », « à bas le bureaucratisme », tels sont les banderoles portées par la jeunesse étudiante, ce sont aussi les bannières du peuple. C'est pourquoi, les défilés de rue de la jeunesse étudiante atteignent rapidement un écho de masse. La tentative des autorités de séparer le peuple et la jeunesse étudiante est vouée à l'échec. Les ouvriers et les citoyens ne se contentent pas seulement de soutenir les actions de la jeunesse étudiante mais s'intègrent aux rangs des manifestations et s'associent aux revendications contre l'inflation et pour l'amélioration du niveau de vie ainsi qu'à la lutte pour la démocratie.

Le peuple chinois a déjà commencé par son action indépendante à briser les paroles ensorceleuses de la bureaucratie sur les réformes.

Sans démocratie, la prétendue « réforme économique » n'est en fait rien d'autre qu'une guerre de concurrence



Défilé officiel à Pékin. (DR)

irresponsable menée à l'aveuglette. Le résultat est que les investissements ne sont pas appropriés, que la construction par exemple s'effondre, le gaspillage s'étend, le commerce extérieur est en déficit, l'économie est désorganisée, les prix des biens s'envolent, le niveau de vie ouvrier et citadin subit un recul, et que s'accroît l'inégalité sociale.

Sans démocratie, la prétendue « réforme politique » n'est en fait qu'un peu de distribution de haut en bas du pouvoir des administrateurs d'usines, d'organismes, d'entreprises, d'écoles qui réduit en apparence le pouvoir de la bureaucratie. Cependant, les comités du parti continuent à contrôler étroitement le vrai pouvoir et plus on s'élève, plus le contrôle est secret ; les assemblées de représentants du peuple à chaque échelon et dans tout le pays sont toujours sous l'estampille de la bureaucratie du PCC.

Sans démocratie, les droits et la liberté du peuple restent absolument sans garanties ; la constitution se transforme aussi en une serverse avec laquelle le PCC joue à sa guise et qu'il foule aux pieds. Sans démocratie, l'initiative et la force créatrice du peuple ne peut atteindre son plein développement, le pays a une supériorité de système de production et d'économie planifiée qu'il ne peut concrétiser, la modernisation ne pourra être menée à bien.

En bref, tant que la dictature du parti unique existera, tant que l'arbitraire de la bureaucratie se perpétuera, l'oppression du peuple, le mépris des droits de l'homme, tout comme la prévarication et la corruption ne pourront être éliminés. Les faits mettent en lumière que le despotisme bureaucratique est l'obstacle fondamental à l'édification socialiste. Toutes les formes de réforme économique qu'avancent les bureaucrates ne sont fondamentalement que la répétition de vieilles litanies.

Espérer que la bureaucratie du PCC sera capable de véritablement ouvrir le pouvoir politique, faire des réformes radicales et réaliser la démocratie est une pure vue de l'esprit. Le mouvement des

Cent fleurs s'est rendu célèbre par sa fin en répression antidroitière. Le réveil des masses après la révolution culturelle a été achevée dans le sang par les militaires. L'événement de Tien An Men du 5 avril (1976, ndlr.) a alors subi une répression féroce. Le printemps de Pékin et le mouvement démocratique qui s'ensuivit furent encore plus réprimé de tous côtés et s'acheva dans les arrestations. Ces immenses et douloureuses leçons historiques ont dessillés les yeux du peuple chinois : quelque soit la clique bureaucratique qui monte sur le trône, quelque soit au début leurs promesses enjoleuses, la haine de la bureaucratie pour les revendications démocratiques des masses sera toujours la même.

C'est pourquoi le peuple chinois qui lutte pour la démocratie doit rejeter d'emblée toute illusion vis-à-vis de toute clique de la bureaucratie, doit sur le plan politique et organisationnel triompher des divisions et du système répressif mis en place par la bureaucratie et ce n'est qu'alors qu'il pourra forger une conscience politique indépendante, fonder ses propres organisations et élargir la mobilisation des masses.

« Debout ! Les damnés de la terre ! », c'est l'appel pressant de l'hymne chinois lancé au peuple de tout le pays. Aujourd'hui, cet appel manifeste encore plus son urgence et sa portée pratique. Aiguilloné dans la situation actuelle, le peuple chinois doit par la mobilisation des larges masses contraindre les autorités à réaliser immédiatement les revendications suivantes :

1. Libérer les militants du mouvement démocratique arrêtés actuellement et par le passé, et leur garantir une vie normale ;

2. Promettre que la population ait la liberté d'expression, de publication, de réunion, d'association, de circulation et de manifestation ; la nation doit offrir les ressources et facilités suffisantes pour que les personnes puissent exercer les libertés susmentionnées ;

3. Modifier la loi électorale en garantissant les droits d'élection et

d'éligibilité du peuple. Les représentants nationaux et des assemblées de représentants du peuple à chaque échelon doivent partout être issus d'élections démocratiques populaires ;

4. Que les membres des organes officiels soient issus d'élections démocratiques dans les assemblées du peuple ou de représentants du peuple, les membres des organes officiels doivent être soumis au contrôle populaire, ne pas bénéficier de prérogatives, être révocables à tout moment et réaliser un système de rotation ;

5. Éliminer le système de direction des comités du parti, réaliser l'autogestion démocratique à partir des assemblées de représentants d'organisations des usines, d'entreprises, des collectivités agricoles et des écoles ;

6. Éliminer la dictature du parti unique, réaliser la liberté de parti, chaque parti doit bénéficier de droits égaux.

Nous appelons à ce que le peuple du pays tout entier s'unisse, fonde des organisations nationales de lutte pour la démocratie pour en finir avec le despotisme bureaucratique et réaliser la démocratie socialiste par une lutte de longue haleine.

Nous appelons les compatriotes de Hong Kong, Taiwan, Macao et d'outre-mer à la solidarité active avec le combat du peuple en Chine intérieure dans sa lutte pour la démocratie pour contribuer à la démocratisation de la Chine.

Le courant de lutte pour la démocratie a déjà considérablement avancé en Asie, Europe et Amérique latine ; les forces populaires sont en développement continu dans le monde entier.

Nous sommes convaincus que le peuple chinois et tous les peuples opprimés du monde marcheront ensemble, s'encourageront mutuellement, et remporteront leur libération radicale. ■

October Review,
Ligue marxiste révolutionnaire,
Hong Kong, le 25 décembre 1986.

Le labyrinthe basque

EN peu de mois, d'importants changements se sont produits en Euskadi, ce que reflète le résultat des élections au Parlement autonome, le 30 novembre dernier. L'un des faits marquants de ces derniers mois est sans conteste la scission qu'a connue le Parti nationaliste basque (PNV) peu de temps après les élections générales du 22 juin dernier. Lors de ce scrutin, le PNV perdait 80 000 voix par rapport aux élections de 1982, qui ont porté le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) au pouvoir, et 150 000 par rapport à ses résultats lors des élections au Parlement autonome basque de février 1984.

L'une des explications de cet échec cuisant doit être cherchée sans aucun doute dans le pacte de législature qu'a signé le PNV avec le Parti socialiste d'Euskadi (PSE-PSOE) en décembre 1984, que son électorat traditionnel a perçu à juste titre comme l'alliance avec les centralistes aux dépens des intérêts du peuple basque.

La nouvelle organisation née de la scission, Eusko Alkartuna (Solidarité basque, EA) dirigée par l'ancien président du gouvernement basque, le « Lendekari », Carlos Garaikoetxea, fait une apparition spectaculaire sur la scène politique avec ces élections au Parlement autonome, en totalisant 15,85 % des voix et 14 élus. Le PNV demeure le premier parti d'Euskadi, mais ce n'est plus qu'avec 23,64 % des voix contre 41,70 % en 1984, perdant 15 sièges. Quand on connaît le poids qu'a dans la société basque ce parti, créé voilà 90 ans par Sabino Arana, considéré comme le fondateur du nationalisme basque, on peut mesurer l'ampleur de l'événement !

Le deuxième élément qui ressort de ces élections, c'est bien évidemment la progression d'Herri Batasuna (Unité populaire, HB), considérée comme proche de l'organisation armée Euskadi Ta Askatasuna (Patrie basque et liberté, ETA). HB confirme ainsi son score lors des élections générales de juin où elle avait obtenu avec 231 000 voix contre 210 000 en 1982, 5 députés et un sénateur. C'est d'ailleurs sur la base de ce renforcement politique qu'elle a lancé une proposition de négociation au gouvernement espagnol afin de trouver une issue politique à la crise basque, négociation dont bien évidemment ETA serait partie prenante.

Cette offensive politique a un écho important en Euskadi, comme le montre la manifestation en soutien à cette proposition, organisée par HB le 25 octobre dernier, et qui a rassemblé plus de 25 000 personnes.

Le succès de cette manifestation est d'autant plus éclatant

tant quand on rappelle les deux faits suivants. Le même jour, ETA exécutait en pleine rue de San Sebastian le gouverneur militaire de Guipuzkoa, Rafael Ganido Gil, tuant en même temps sa femme, son fils et blessant 12 passants. Et ce même 25 octobre, le PNV avait convoqué une autre manifestation pour protester contre l'enlèvement d'un de ses militants les plus connus, l'industriel Lucio Agerinagalde Aizpurua, par ETA qui exigeait le paiement de l'« impôt révolutionnaire ». Or, cette manifestation n'a, elle, rassemblé que 10 000 personnes.

Ces derniers mois, ETA a multiplié les actions militaires, montrant qu'elle pouvait frapper dans la capitale même. Le 14 juillet, elle fait exploser une bombe dans un bus de la Garde civile en plein cœur de Madrid. Et une semaine plus tard, le 21 juillet, le « commando Espagne » attaquait au lance-roquettes le ministère de la Défense ! Ces actions militaires spectaculaires d'ETA, cinglant démenti au gouvernement qui se targue régulièrement du démantèlement de l'organisation nationaliste révolutionnaire, sont sans nul doute perçues avec sympathie en Euskadi même, cette région qui subit les lois d'exception, baptisées « anti-terroristes », et une véritable occupation policière. Par contre, l'exécution par ETA, le 10 septembre dernier, de Maria Dolores Gonzalez Catarain, dite « Yoyes », une ancienne dirigeante de l'organisation armée qui s'était ralliée aux mesures de « réinsertion-repentir » (1) du gouvernement, a profondément choqué en Euskadi (2).

Pourtant, le renforcement d'HB dans ces dernières élections montre bien que le refus radical du centralisme espagnol et de ses institutions, refus que représente ETA, est une des composantes de la question basque. De plus, il serait faux de croire que ce rejet se limite à ces couches plus radicales ; n'oublions pas que, lors du référendum sur le maintien de l'Espagne dans l'Organisation du traité de l'Atlantique-nord (OTAN), Euskadi a répondu non à 65,17 %, résultat sans comparaison dans tout l'Etat espagnol.

Aucun parti n'est aujourd'hui majoritaire en Euskadi. Sa victoire à la Pyrrhus oblige le PSOE à négocier avec le PNV, sans succès pour l'instant. La crise suit son cours...

Nous publions ci-dessous, un article d'un de nos camarades responsables de la Ligue communiste révolutionnaire (LKI), organisation en Euskadi de la section de la IVe Internationale dans l'Etat espagnol. ■

José I. BIKILA

Claudio Maurin, un communiste catalan, fondateur et dirigeant du Parti ouvrier d'unification marxiste (POUM) (3), reprenant la phrase des révolutionnaires russes sur l'Empire tsariste, qualifiait l'Espagne de « prison des peuples ». Larranaga, l'un des premiers communistes basques qui voulait donner une réponse à l'oppression nationale d'un point de vue prolétarien et internationaliste à la droite centraliste disant qu'il valait mieux « Une Espagne rouge que démembrée » et à la droite nationaliste répliquant « de droite ou de gauche, tous les Espagnols sont anti-basques », répondait, volontairement provocateur, « Une Espagne rouge sera

une Espagne démembrée, parce que la révolution socialiste doit en finir avec cette alliance réactionnaire des classes dirigeantes qui ont créé un Etat opprimant de la même façon les travailleurs et les nations soumises à sa fureur despotique ».

Les deux communistes avaient raison. L'Etat espagnol est le produit de l'alliance des classes dominantes, qu'elles

soient issues des vestiges féodaux ou produites par les balbutiements du développement capitaliste dans la Péninsule. Le grand capital financier basque a participé à cette alliance, intéressé par le marché « national espagnol » pour ses marchandises et ses capitaux, comme par la protection qu'il pouvait trouver auprès du gouvernement central face aux puissances fi-

1. L'opération réinsertion consiste à offrir aux militants de ETA prisonniers ou exilés, la possibilité de sortir de prison ou de rentrer au pays, s'ils s'engagent à respecter la légalité en renonçant à la lutte armée. C'est une opération destinée à briser la résistance organisée à un moment où le gouvernement affirme ne pas vouloir négocier avec ETA, ni concéder le droit à l'autodétermination.

2. Il est pourtant troublant de constater que HB a recueilli 23,79 % des voix dans le propre village de Yoyes, Ordizia, devenant ainsi la première organisation politique de la localité.

3. Le POUM, organisation révolutionnaire espagnole, est né en 1934 de la fusion du Bloc ouvrier et paysan que dirigeait Maurin et de la Gauche communiste que dirigeait Andreu Nin, assassiné par les staliniens en 1937.

RESULTATS DES ELECTIONS AU PARLEMENT AUTONOME DU 30 NOVEMBRE 1986

Inscrits : 1.660.943; Votants 1.155.377 (71,13%); Abstention 468.913 (28,86%); Suffrages exprimés 99%; Votes nuls 0,41%; Votes blancs 0,56%

PARTIS	SUFFRAGES	% 86	% 84	Elus 86	Elus 84
PSE-PSOE	251.242	22,04	23,30	18	19
PNV	269.491	23,64	41,70	17	32
EA	180.675	15,85		14	
HB	199.117	17,47	14,61	13	11
EE	124.045	10,88	8,02	9	6
CP	55.334	4,85	9,39	2	7
CDS	40.438	3,54		2	

A noter : tout en obtenant un score plus important en nombre de voix et en pourcentage que EA, HB obtient un siège de moins.

nancières, voire militaires, considérées comme étrangères. En partie à cause de l'arriération séculaire de l'économie espagnole qui fermait la possibilité d'une transition des vieilles structures de pouvoir héritées de la féodalité, telle qu'elle s'était produite dans d'autres pays européens au moment de la constitution des Etats nationaux aux XVIIIe et XIXe siècles, la faible bourgeoisie castillane a renoncé à la création d'un Etat-Nation, qu'elle se fasse à la manière jacobine (française) ou par une solution fédérative qui aurait pu s'opérer par la jonction avec la nation catalane. Cette dernière avait déjà, en effet, une histoire et une conscience propres mais aussi un développement économique national plus avancé que les Basques. Le résultat de cette incapacité se traduira par l'assimilation forcée des différents peuples, liquidant leurs particularités, leur culture, leurs institutions propres, sous la fiction d'une hispanité, drapeau impérialiste et oppresseur.

L'évolution ultérieure de cet Etat sous la forme dictatoriale du franquisme a brutalement aggravé le problème. Ensuite, la mise en place de l'Etat démocratique bourgeois du Régime des autonomies, en 1979, qui traduit la modernisation du capitalisme espagnol et son intégration au marché capitaliste international, n'a pas modifié, malgré les changements opérés, ce caractère original. La soi-disant « réconciliation nationale » sur laquelle s'est effectuée la transition post-franquiste espagnole n'a jamais existé en Euskadi, par la mise en cause même de la légitimité de la Nation espagnole et des institutions sur lesquelles elle se fonde. Sur la base de cette illégitimité, s'est développée une expression propre et alternative, la prise de conscience d'une nation différenciée.

Dans ce processus complexe et parfois contradictoire, la classe ouvrière basque, qui est à la fois le produit des courants migratoires intérieurs et du processus de prolétarisation de larges couches autochtones, a subi une mutation qui, à l'heure actuelle, ne se traduit pas par une identification unique par rapport à sa conscience nationale. Ce phénomène est

encore plus notable dans ses expressions politiques. Il existe des syndicats dont l'existence ne se justifie que sur cette question nationale (4). La classe ouvrière se situant au centre de la question nationale en Euskadi, son unité et son indépendance de classe sont liées à sa prise de position révolutionnaire en faveur de l'émancipation du peuple basque, dont elle doit aspirer à devenir l'avant-garde sociale et politique.

L'ETAT DES AUTONOMIES ET L'AUTONOMIE BASQUE

La dite « transition espagnole » a engendré une profonde frustration de tous ceux qui identifiaient chute de la dictature et changements radicaux sur le terrain social, économique et politique. Menée de main de maître du point de vue de la bourgeoisie, cette opération est aujourd'hui encensée par toutes les classes dirigeantes qui doivent faire face au problème d'un changement politique majeur ou à celui du passage d'une situation de dictature à celle de la démocratie parlementaire. Mais pour les travailleurs, pour ceux qui luttent pour en finir avec les oppressions multiples de la société bourgeoise, cette transition doit servir de leçon quant à la politique des directions ouvrières traditionnelles et notamment de la social-démocratie.

Le PSOE, qui n'a jamais rien compris à la question nationale, la considérant toujours comme une gêne à neutraliser par des concessions politiques, assume aujourd'hui sans aucune honte les valeurs les plus rancieuses du nationalisme bourgeois, à peine dépoussiérées du franquisme. « L'intérêt de l'Espagne », dont se gargarise le PSOE dans ses discours, n'est qu'une simple défense des intérêts de la classe dominante, de sa soif de rapines à l'intérieur comme à l'extérieur du pays. On a pu le voir avec le maintien dans l'OTAN, l'austérité et la répression des patriotes révolutionnaires basques. D'une certaine façon, le PSOE a été plus loin que l'Union du centre démocratique (UCD) (5) dans le discours nationaliste espagnol, dans la

confrontation avec le nationalisme révolutionnaire basque et même dans la réduction progressive des espaces d'autonomie concédés antérieurement au nationalisme bourgeois.

Pour comprendre ce qui se passe en Euskadi, il faut se souvenir que la constitution espagnole, la Carta Magna, qui a sanctionné le pacte et le consensus de toutes les forces politiques espagnoles avec le régime, n'a pas été approuvée en Euskadi, alors qu'elle était adoptée dans le reste de l'Etat avec 59,4 % de « oui ». Lors du référendum pour approuver cette constitution, le 6 décembre 1978, le PNV avait appelé à l'abstention en disant que cette constitution ignorait « les droits historiques du peuple basque ». Les forces nationalistes de gauche et les forces révolutionnaires communistes appelèrent, elles, à voter « non ». Les résultats du référendum étaient très clairs : le peuple basque rejetait cette constitution.

Peu de temps après et montrant bien ainsi leur nature velléitaire malgré des gestes de rébellion ponctuels, la bourgeoisie nationaliste et la gauche nationaliste modérée, c'est-à-dire le PNV et Euskadiko Ezquerria (Gauche basque, EE) (6) concluaient avec le gouvernement central un pacte de type autonomiste régionaliste, dont la constitution fixait les limites, espérant ainsi avoir une certaine marge de manœuvre dans l'attribution et l'utilisation des compétences à transférer depuis l'Etat central. Ainsi, le Statut d'autonomie de Guernica, approuvé lors du référendum du 25 octobre 1979, naît comme le produit d'un pacte post-constitutionnel entre l'UCD et le PNV, appuyés par le reste des forces parlementaires hormis Herri Batasuna, alliance qui sanctionne le transfert de pouvoirs déterminés dans le strict cadre constitutionnel et dont l'étendue sera subordonnée aux aléas de la conjoncture politique et de l'évolution des rapports de forces entre le pouvoir central et le peuple basque. Ce qui n'est pas, par contre, soumis à variation car elle est inscrite dans ce statut, c'est l'acceptation de la constitution de l'Etat espagnol, de la royauté, de « l'indivisibilité » de l'Espagne, c'est-à-dire la négation du droit à l'autodétermination du peuple basque. Après le 23 février 1981, la tentative de coup d'Etat de Tejero et de Milans del Bosch et dès sa venue au pouvoir, le PSOE se char-

4. Les résultats des dernières élections syndicales en Euskadi est significatif : LA-STUV (nationaliste modéré) obtient 31,8 % contre 26,54 % en 1982 ; l'UGT, 20,8 % (22,28 %) ; les Commissions ouvrières, 17 % (17,57 %) ; et enfin, LAB, nationaliste radical, politiquement proche d'HB, obtient 10,4 % contre 6,79 % en 1982, ce qui lui donne désormais le droit de participer aux discussions sur les conventions collectives.

5. L'UCD est le parti d'Adolfo Suarez, l'homme politique qui « fit » la transition après la mort de Franco en 1975 et signa le Pacte de la Moncloa en 1977 avec le PSOE et le PCE, pacte qui sonnait le glas des espoirs de changements radicaux en Espagne.

6. EE fut formée au départ par d'anciens militants de ETA, branche « politico-militaire », qui abandonnèrent la lutte armée. Cette organisation a, depuis, évolué de plus en plus vers le réformisme.

ge de retarder la concession des pouvoirs aux gouvernements autonomes, donnant une interprétation restrictive du statut. Ce resserrement centraliste va déclencher une crise au sein du PNV qui avait fait de ce statut et de ce processus d'autonomie sa carte d'identité stratégique.

LA CRISE DU PNV

Le PNV a fait du statut d'autonomie son grand pari politique. Le pacte était pour le PNV la voie possible d'un développement croissant des pouvoirs du gouvernement autonome. Ce faisant, il pensait également fermer la porte à un réveil national trop turbulent. Malheureusement pour lui, l'histoire du statut est tourmentée. Les problèmes commencent dès le lendemain de sa signature, même si pendant un certain temps le PNV sait habilement manœuvrer et gagne ainsi du prestige parmi de larges secteurs de la population basque. Avec la Loi organique d'harmonisation des autonomies (LOAPA) (7), commence le rouleau compresseur socialiste, l'essoufflement du processus et la conviction que cette opération de transfert de pouvoirs peut durer très longtemps. Parallèlement, le nationalisme radical s'est renforcé, gagne du terrain et apparaît comme le protagoniste des actions de résistance anticentraliste et nationaliste. Le malaise monte dans le PNV et s'aiguise dans la mesure où, tout en se montrant incapable de répondre à l'érosion centraliste, il doit faire face aux frictions d'intérêts politiques et économiques parfois contradictoires, engendrée par le propre contenu du Statut. En effet, la « Loi des territoires historiques » qui sanctionne les pouvoirs du gouvernement basque et des députations provinciales prend toute son importance, puisque d'elle dépendent les compétences respectives de ces deux instances, entraînant une division du parti et de ses représentants dans l'appareil des députations et du gouvernement autonome basque.

Cela suscite de nombreux zig-zags politiques, des affrontements personnels et, finalement, la paralysie politique. L'expulsion de nombreux militants par la direction et la signature du Pacte de législature entre le gouvernement basque et le PSOE en Euskadi en décembre 1984 vont accentuer la division qui se soldera par la scission que nous mentionnions plus haut et la création de EA. Toutefois, il serait erroné d'en déduire qu'existent désormais deux partis avec deux lignes politiques distinctes, qui occuperaient des espaces politiques différents. L'une des caractéristiques de ces deux organisations, le PNV et EA, c'est qu'elles ont beaucoup de mal à mettre en avant leurs propres thèses stratégiques au-delà des affrontements verbaux et des démonstrations à forte connotation électoraliste.

LA RÉSISTANCE NATIONALISTE RADICALE

ETA est née en 1960, durant la dictature, en réaction à la paralysie et au conservatisme du PNV qui rendaient possible

un nouveau nationalisme jeune et radical. Elle est parvenue à briser l'hégémonie jusqu'alors absolue et indiscutée du nationalisme bourgeois qui représentait le PNV. Rapidement, son message radical et ses formes de résistance armée ont été influencés par une classe ouvrière très active à cette époque, porteuse de l'ensemble des revendications sociales et politiques. Cette activité ouvrière a rendu possible des évolutions classistes à l'intérieur de ETA, dont certaines se sont soldées par des scissions (8). A la fin de la dictature, en 1975, cette organisation avait un prestige incontestable et mérité, une large influence sociale et politique, bien qu'elle était divisée en plusieurs branches. La transition politique, qui a anéanti les aspirations ouvrières, a permis à ETA, par la continuation de la lutte armée et en même temps par la création d'instruments politiques comme la Coordination patriotique socialiste (KAS) (9) et HB, d'organiser comme de doter d'une expression politique et électorale le large mouvement de masse qui suivait cette organisation.

Coincidant dans le temps avec le reflux de la classe ouvrière et son atomisation politique après 1977, le rôle qu'elle a joué dans la résistance, non seulement nationale mais aussi sociale et politique, a accru son importance.

Aujourd'hui, nous avons autour de ETA tout un courant de masse qui maintient des positions radicales de rejet de l'actuel processus institutionnel, qui a l'expérience de combats sociaux, écologistes et ouvriers et exerce un fort pouvoir d'attraction sur des militants d'avant-garde d'origines diverses.

Evidemment, la résistance au centralisme ne se réduit pas à HB et ETA. Il existe des organisations ouvrières communistes révolutionnaires comme notre parti, la LKI, et le Mouvement communiste de Euskadi (EMK) (10) ; des mouvements sociaux qui ont surgi de la lutte contre l'oppression des femmes, de la lutte contre l'OTAN ou de l'opposition ouvrière aux plans de restructuration patronaux. Mais c'est un fait objectif que HB vertèbre fondamentalement la résistance nationaliste où elle demeure hégémonique. Le même phénomène s'opère sur le plan électoral où elle représente la résistance contre le système, expression d'un vote utile radical, même si d'autres résistances et d'autres forces sont à l'œuvre et jouent leur rôle aujourd'hui, bien que de façon minoritaire ou avec un moindre impact social.

Une autre question nous paraît importante. Toutes les forces intégrées au régime accusent ETA et HB de n'avoir aucune légitimité pour porter le drapeau « des intérêts du peuple basque » et d'utiliser des méthodes de lutte, la lutte armée entre autres, incompatibles avec une situation démocratique, qui, comme chacun sait, doit se baser sur le dialogue et les règles de comportement démocratique, dont est bien sûr seul juge la bourgeoisie au pouvoir. Cette accusation n'a aucune valeur d'un point de vue démocratique élémentaire. Le fait que la constitu-

tion n'ait pas été approuvée en Euskadi et que le statut ait été présenté comme « quelque chose de minimum pour aller de l'avant » lève le doute sur la légitimité de la lutte pour le droit à l'autodétermination. On doit donc situer le problème sur le terrain des moyens politiques à employer. Or, les moyens, chacun les utilise à sa convenance et selon sa compréhension de la réalité.

Par ailleurs, il est absurde d'affirmer que ETA n'est pas une organisation représentative. Tout le monde sait qu'il s'agit du fer de lance d'un courant de masse, capable de mener à bien des grèves générales quand il le faut, comme ce fut le cas lors de l'assassinat de Santi Bruouard, dirigeant de HB, de l'assassinat de Zabalza, « disparu » aux mains de la Garde civile, d'être la troisième force électorale d'Euskadi et, avec la crise du PNV, certainement la première dans certaines provinces basque. Mais, par dessus tout, c'est une authentique force politico-militaire, un contre-pouvoir relatif qui combine avec sa capacité armée, des actions de masse et des campagnes électorales lui donnant beaucoup plus de poids que ce qu'on pourrait déduire de chacune de ces activités prises séparément.

Tout cela fait d'ETA un phénomène peu commun en Europe, qui présente des similitudes avec l'Armée républicaine irlandaise (IRA) et qui n'a rien à voir avec des phénomènes typiquement terroristes ou des groupes armés minoritaires qui ont essayé des tactiques de guérilla urbaine dans l'espoir d'obtenir un impact sur des mouvements de résistance sociale ou d'en devenir les catalyseurs, telles les Brigades rouges en Italie ou la Fraction armée rouge (RAF) en Allemagne fédérale. Les organisations ancrées dans des processus de libération sociale et nationale, dans le cadre de l'Europe, Euskadi et l'Irlande, parviennent à s'enraciner dans un processus complexe de formes multiples de résistance, dont la résistance armée. Il se crée des liens sentimentaux, sociaux qui forment une conscience particulière. Ce n'est pas par hasard si, pour des milliers de gens qui soutiennent ETA, les militants de l'organisation basque sont perçus comme des « gudaris », des soldats basques qui continuent aujourd'hui la lutte qu'ils menèrent en 1936, conti-

7. Sous prétexte d'« égaliser » toutes les autonomies, cette loi, promulguée en 1982, vise en fait à réduire les pouvoirs des gouvernements autonomes basques et catalans. C'est clairement une concession faite aux forces armées pour leur faire comprendre que le « message » du 21 février a été reçu.

8. D'une de ces scissions, celle de 1970, est sortie ETA VI qui, en fusionnant ultérieurement avec la LCR (section de la IVe Internationale dans l'Etat espagnol) va créer la LKI.

9. La KAS est une plate-forme politique d'HB, qu'elle a notamment avancée durant cette campagne électorale, dont les trois points les plus importants sont le droit à l'autodétermination, la réincorporation de la Navarre dans le territoire basque et l'amnistie.

10. Organisation en Euskadi du Mouvement communiste espagnol (MCE), organisation d'extrême gauche, avec laquelle nos camarades de la LCR entretiennent des relations suivies.



Zutik, l'organe de la LKI. (DR)

nauteurs de ceux qui à leur façon, même si elle était erronée, défendaient les libertés basques pendant les guerres carlistes ; tout un mélange de traditionalisme patriotique et d'idées révolutionnaires anticapitalistes impossibles à comprendre si on les examine avec des préjugés, mais qui forment une expérience révolutionnaire originale si les communistes savent comprendre ses potentialités et s'intégrer avec leur point de vue propre à ce processus général de libération nationale et sociale. En Euskadi, c'est pour nous à la fois un défi et un espoir.

L'ÉQUILIBRE DES FORCES

Nous avons déjà souligné que la situation actuelle se caractérise non seulement par les formes que prend l'agression bourgeoise centraliste et la place du nationalisme révolutionnaire, mais aussi par la perte du rôle de protagoniste social et politique d'une classe ouvrière basque réduite à ses bastions de résistance, dispersée par les effets de la délégation de pouvoir que représente un vote pour des choix qui dilapident ou vont à l'encontre de ses intérêts, à l'exception bien évidemment des ouvriers qui votent pour HB de leur propre chef ou suivant en cela les consignes des révolutionnaires.

C'est précisément dans cette lutte de résistance qu'apparaissent mieux certaines limites stratégiques de ETA, surtout certaines de ses tendances à donner la prééminence au militaire sur le politique. C'est particulièrement frappant quand vient le moment d'estimer les rapports existant dans et hors Euskadi entre l'organisation et des couches de la population qui, en principe, ne sont ni pour ni contre la négociation mais sont sujettes à manipulations de la part du gouvernement chaque fois que ETA com-

met des attentats difficiles à assimiler ou provoquant le rejet. L'exécution de Yoyes est une de ces réponses typiquement militariste à un problème compliqué : comment combattre politiquement le cadeau empoisonné du « repentir ». La mort du gouverneur militaire de Guipuzkoa juste le jour où se réalisait la manifestation en faveur des négociations appelées par HB, favorisait la création d'une psychose qui pesait sur cette manifestation, avec le danger de lui enlever des participants.

Enfin, toute une série d'aspects propres à l'idéologie de ETA qui poussent à subordonner les secteurs sociaux à sa stratégie militaire. C'est cette subordination qui est le problème de fond, non celui d'un soi-disant substitutisme à l'action de masse, car ETA a toujours veillé à la mobilisation des masses, auquel elle a d'ailleurs tout intérêt.

SOLIDARITÉ AVEC EUSKADI

Aujourd'hui, comme aux jours noirs du franquisme, la solidarité est nécessaire. Quelques 500 militants basques sont dans les prisons de la « démocratie espagnole ». La situation des réfugiés est dramatique. Le gouvernement Chirac s'engouffrant dans la brèche ouverte par le Parti socialiste lorsqu'il était au pouvoir essaie de faire disparaître les réfugiés de la partie nord d'Euskadi, que certains appellent faussement Pays basque français, et de l'ensemble du territoire français. Ils sont expulsés en Afrique, en Amérique latine où plus d'un furent interrogés par la police espagnole, et surtout extradés vers l'Etat espagnol. Le gouvernement espagnol, suivant un plan tracé depuis longtemps, avait bien traité les premiers extradés. Orga-

nisant même un simulacre de jugement équitable, il a libéré certains prisonniers sans importance afin de démontrer que les Droits de l'homme seraient respectés. Mais cette politique est terminée. Maintenant, plus personne ne sort de prison, le passage chez le juge n'est qu'une simple formalité et tous, sans exception, ont à subir des mauvais traitements sinon la torture. L'un des derniers en date à avoir été extradé, Augustin Azkaraté, dénonçait au juge qu'il « avait été sur le point de mourir pendant les interrogatoires ». Vu son état physique lamentable, le juge a ordonné son transfert à l'hôpital pénitentiaire. Au départ, la police essaya de l'en empêcher, mais à la fin elle dû l'admettre sur l'insistance de ce même juge.

La torture, cette atteinte aux droits les plus élémentaires de la personne, est monnaie courante dans les geôles espagnoles. Elle provoque d'ailleurs de nombreuses tensions dans la population basque et avec la majorité des juges basques (11). Ces derniers, confrontés quotidiennement à cette réalité, ne peuvent y échapper. L'un des derniers conflits s'est précisément noué autour du fait que le juge Elisabet Huertas avait constaté que le Commandement de la Garde civile faisait obstruction à l'enquête sur une dénonciation de torture pratiquée sur le père d'un réfugié basque. Le juge fit alors appel à une identification de 60 membres de la Garde civile. Cette mise en cause a provoqué un scandale retentissant dans les milieux policiers et le colonel responsable de la Garde, le ministre de l'Intérieur, le ministre de la Justice ont essayé d'annuler l'ordre du juge. Cette attitude a suscité une levée de boucliers unanime des juges contre une mesure qui porte atteinte à l'indépendance du pouvoir judiciaire. Le gouvernement a réagi en approuvant un projet de loi qui limite les compétences de la justice ordinaire en créant un tribunal spécial pour les forces de l'ordre. Cette tentative a été considérée par le gouvernement autonome basque comme anticonstitutionnelle.

Voilà le véritable visage de la démocratie d'un gouvernement qui compte avec l'appui de toutes les bourgeoisies européennes. Les travailleurs d'Europe doivent savoir, eux, que ce gouvernement est profondément haï par des milliers de Basques à cause de son caractère antidémocratique. Pour la majorité du peuple basque, il est objet de suspicion car, s'il représente quelque chose, c'est uniquement l'Etat centraliste mais certainement pas le peuple basque. ■

José I. BIKILA,
San Sebastian, 3 novembre 1986.

11. La manifestation pour la négociation a été au départ interdite par le gouvernement civil de Biscaye. HB a récusé cette mesure et le juge concerné lui a donné raison en arguant que cette interdiction allait à l'encontre de la liberté d'expression. Cela a été interprété comme un nouvel affrontement entre l'exécutif et le pouvoir judiciaire par rapport au Pays basque.